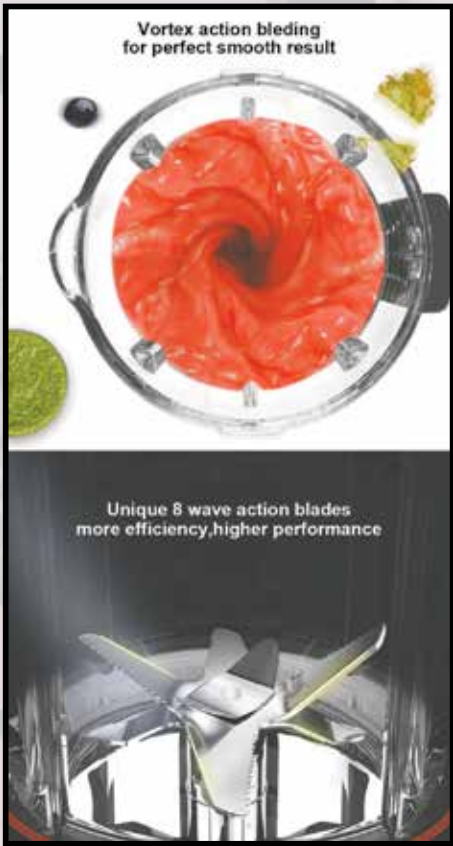




- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious easy operation



Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
 1st Floor - Madeleine House
 54, SSR street, Port-Louis.
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Location d'avion

Megh Pillay : « Air Mauritius ne joue plus son rôle de 'Market Leader' »

Après que la compagnie d'aviation nationale, 'Air Mauritius', ait bradé deux A319 et deux A340 pour un montant de Rs 258 millions et Rs 15 millions respectivement, sous l'administration de Satar Hajee Abdoulla et d'Arvinsingh Gokhool, elle est désormais dans l'obligation de louer un A340-300 à la compagnie portugaise 'Hi-Fly', du 15 octobre au 15 novembre. Cette décision vise à répondre à la demande croissante de sièges en prévision de l'arrivée prochaine du deuxième Airbus A330-200, qui renforcera la flotte de MK au cours du mois suivant. Ce gros porteur assurera principalement la liaison entre l'île Maurice et Mumbai.

Pour l'ancien CEO d'Air Mauritius, Megh Pillay, cette location d'un A340-300 en 'wet lease' (c'est-à-dire la location de l'appareil et de son équipage) est très mal perçue par les experts en aviation. « Un plan d'action sérieux doit être basé sur les objectifs d'une mission, et non sur la gestion d'une dette passée. Si elle veut retrouver son rôle clé en tant que moteur de l'économie, elle doit impérativement se donner les moyens de cette ambition. Or, la flotte démantelée par l'administration ne répond pas aux exigences de cette

mission, ni en termes de capacité ni de composition », déclare Megh Pillay sur le rôle de l'administrateur Satar Hajee Abdoulla.

différents. Le nouveau plan quinquennal prévoit une réduction de 50 % des destinations et seulement 9 appareils de 3 types », ajoute-t-il.

clouées au sol. Il en va de même pour les A319, qui étaient pourtant très utiles pour le trafic inter-îles. » Ainsi, l'ancien CEO d'Air Mauritius estime que MK ne joue plus son rôle de 'Market Leader' sur la destination Maurice.



Politique de copinage

Selon une source proche du dossier à Air Mauritius, les appareils vendus auraient été rachetés par des 'petits copains'. Le manque de connaissance de Satar Hajee Abdoulla en matière d'aviation civile, poursuit cette source, leur aurait profité. « Ena ti kopin kinn pass par derrier inn re al achete bann avions la ! Pu nanier pu vann 2 avions dans 'scrap' ek fer paye tigit tigit. Kot lozik ladan ? », s'interroge notre interlocuteur.

Commentant le plan de relance post-Covid, cette même source indique que l'administration actuelle de la compagnie nationale d'aviation manque d'inspiration et de vision. « Nou extra en retard comparé avec Les Seychelles. Nou pe fer enn exercice 'fire-fighting' ici. Air Mauritius so 'home base' c'est Maurice, nou ki ti supposé donne le ton ici. Surtout ki Emirates inn baisse so fréquences lor nou pays, Nou Pailles en Queue ki ti bizin pe derservi plusieurs vols. Apres pe vinn tapp l'estomac pe dir inn amenn 1 million touriste, nou en retard ! », conclut-elle.

« Il est dommage d'avoir vendu ces avions pour 'dipain d'ibère', alors qu'ils avaient encore une durée de vie importante, soit entre 15 et 20 ans. Pourquoi les avoir vendus alors que tout le monde savait que la reprise après la Covid-19 n'était qu'une question de temps ? Avant la pandémie, MK transportait presque la moitié du trafic à Maurice. Elle desservait 22 destinations avec une flotte de 15 appareils de 6 types

Concernant la location d'un A340-300, Megh Pillay déclare : « Certes, les vieux A340 devaient partir avec l'arrivée des A350. Cependant, il est regrettable de s'en être débarrassé au pire moment pour un prix inférieur à leur valeur, d'autant plus après une rénovation coûteuse. Les A330, relativement récents et rénovés pour une longue durée de vie, sont également partis à un moment où la plupart des flottes internationales étaient

Affaire St-Louis

Ivan Collendavelloo mis hors de cause ?

C'est une affaire qui a fait la Une de l'actualité en 2020 lorsque le 'Deputy Prime Minister' (DPM) qui s'est fait révoquer par le Premier ministre. Il s'agit de l'affaire St-Louis, impliquant des allégations de corruption entourant la centrale thermique de St-Louis, qui a coûté environ Rs 3,4 milliards, soit un surplus de Rs 700 millions. Cela fait déjà plus de trois ans que l'Independent Commission Against Corruption (ICAC) a démarré son enquête et a procédé à une dizaine d'arrestations. Parmi elles, Shamsheer Mukoond, ancien cadre du 'Central Electricity Board' (CEB), et Bertrand Lagesse, représentant local de la compagnie 'Burminster and Wain Scandinavian Company' (BWSC), une firme danoise qui avait décroché le contrat pour ce projet du CEB.

Un rapport de la Banque Africaine de Développement (BAD) avait fait état

des maldonnies entourant ce projet. Et cette affaire a été au cœur des débats à l'Assemblée Nationale à plusieurs reprises. Mais nul n'arrive à comprendre pourquoi l'ancien DPM, et ministre des Utilités publiques, n'a pas été entendu par l'ICAC à ce jour. Ce dernier avait d'ailleurs été révoqué par le Premier ministre en raison d'un morceau de papier sur lequel était inscrit son nom.

Une source que nous avons contactée sur ce dossier explique qu'aucune preuve n'aurait été retrouvée par les enquêteurs à ce stade de l'enquête, qui est arrivée à un niveau avancé. A diverses reprises, des enquêteurs mauriciens ont fait le déplacement concernant ce dossier dans plusieurs pays africains, et même au Danemark. Il y a également eu l'interrogatoire des étrangers à travers la 'Mutual Legal Assistance' (MLA), mais rien de concret n'aurait été trouvé contre Ivan Collendavelloo. Et la question de

sa convocation n'est plus d'actualité jusqu'à preuve du contraire, confie notre source. De ce fait, l'enquête se poursuit avec plusieurs protagonistes qui seront prochainement appelés à s'expliquer sur certains de ses aspects.

Un important volet à venir, selon nos sources, sera le 'Money Trail' dans cette affaire. C'est à dire de retracer le mouvement de l'argent, ainsi qu'étudier le train de vie de certains protagonistes, et surtout s'ils ont récemment fait l'acquisition de certains biens. Avec ces éléments, l'interrogatoire d'Ivan Collendavelloo est jugé peu probable. Mais pour l'instant, il est toujours privé de poste ministériel et il siège toujours comme simple député depuis plus de trois ans. Sur le plan politique donc, c'est Pravind Jugnauth qui détient la carte maîtresse. Car d'un côté, il peut toujours s'assurer



du soutien d'Ivan Collendavelloo (ce dernier ne voudra pas prendre le même risque que ceux qui ont démissionné du gouvernement pour se retrouver ensuite sous le coup de plusieurs arrestations comme Sherry Singh) et de l'autre, il peut toujours le garder à l'écart de son cabinet ministériel réservé davantage pour le MSM.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Irrégularités, ce virus persistant

Les travaux de l'Assemblée nationale reprennent ce mardi 17 octobre. Il était temps. Durant ces trois derniers mois, il y eu d'autres scandales liés - encore et toujours - aux appels d'offres. Il y a eu de nouveaux ministres, encore plus incompétents que les précédents. Il y a eu de nouveaux PPS, dont un promu à ce poste en dépit de ses nombreuses frasques. Il y a eu une fluctuation injustifiée des prix des carburants en l'espace d'une semaine. Il y a eu davantage de cas de shelters sans permis et de nourrissons maltraités. Il y a eu des développements par rapport à la construction d'une base militaire à Agaléga, ce que le gouvernement mauricien a toujours refusé d'admettre. Bref, la situation dans le pays va de mal en pis. Autant dire donc que les parlementaires, de l'opposition surtout, auront du pain sur la planche en ce qu'il s'agit des questions à évoquer. Pour obtenir des réponses claires, nettes et précises toutefois, ce sera probablement une autre paire de manches.

Mais avant la reprise des travaux parlementaires, les yeux seront bien évidemment braqués sur le jugement du Privy Council concernant la pétition électorale de Suren Dayal contre Pravind Jugnauth et ses deux colistiers, parmi d'autres, qui sera livré demain, lundi 16 octobre. Ce qui devra apporter de l'eau au moulin, soit du gouvernement soit de l'opposition. Mais il faudra garder en tête l'essentiel : que des irrégularités, il y en a bien eu aux dernières élections. En atteste le recomptage des voix au no. 19 en janvier 2022. Trois facteurs ont contribué à alimenter les doutes, au lieu de les dissiper. Primo, 73 bulletins manquaient à l'appel lors de cet exercice. Secundo, deux bulletins de vote ne portaient pas le sceau de la commission électorale. Et tertio, un bulletin de vote du no. 1 a été retrouvé dans les urnes de la circonscription no. 19. Des irrégularités que nul n'arrive à expliquer alors que les urnes étaient censées être sous stricte supervision.

Et là encore, on ne parle pas des 6800 personnes (chiffre officiel) délistées par la commission électorale, ni des personnes mortes et des Bangladais qui ont pu, eux, voter, ni des bulletins errants retrouvés dans la nature, ni des Kistnen Papers révélés bien après

que les pétitions électorales eussent été logées en Cour, ni encore des failles notées en Cour concernant les 'counting sheets' de la circonscription no.15 dans le cadre de la pétition électorale de Cader Sayed-Hossen. Finalement, quel que soit l'issue du verdict de demain, ces irrégularités demeureront les mêmes. Et ne changeront rien au fait que les dernières élections n'ont pas été 'free and fair'. Il faut toutefois en tirer des leçons. Et redoubler de vigilance pour assurer qu'il n'en soit plus ainsi aux prochaines élections générales, qu'elles se tiennent dans un mois ou dans un an. D'autant qu'on sait que des risques d'irrégularités peuvent à n'importe quel moment prendre la forme de 'bugs' informatiques et bousiller tout le système, comme on l'a vu avec le dernier registre électoral.

Dans un autre ordre d'idées, il y a bien un système qu'on aimerait tant voir changer mais qui reste désespérément le même. Cela concerne l'opération et la gestion des shelters. Depuis le 10 mars 2022, le rapport du 'Public Accounts Committee' (PAC), signé également par des membres du gouvernement, a fait état de graves irrégularités et lacunes concernant des shelters. Sur les 371 'Child Day Care Centres', 210 d'entre eux n'étaient pas dûment enregistrés. « Your Committee finds it most disturbing that Child Day Care Centres are allowed to operate without licence au vu et au su of the Ministry and absolutely no sanctions are being taken... », soulignait le rapport. Un an et demi plus tard, d'innocents enfants continuent de payer le prix de l'incompétence du ministère de l'Égalité du Genre et de sa ministre, Kalpana Koonjoo-Shah. Il a fallu que divers cas de maltraitance soient signalés pour que la police agisse en effectuant une 'crackdown operation' à Beau-Bassin durant la semaine.

Nous pouvons comprendre que la ministre de tutelle ait vécu des moments difficiles avec la maladie et le décès de son père en fin de semaine et nous compatissons sincèrement avec elle et ses proches pour les durs moments qu'elle a sans doute vécus. Mais de nombreux enfants souffrent à cause de l'inertie et de l'incapacité de son ministère à prendre des sanctions et actions concrètes. Et cela ne mérite pas qu'on le passe sous silence.

Réserve d'eau en baisse

Harry Booluck, ancien DG de la CWA : « Le problème d'eau n'a jamais été la priorité du gouvernement »

Avec une baisse de la pluviométrie, le taux de remplissage des réservoirs continue de chuter. Le taux moyen de remplissage en 2022 était de 79,4 %, tandis qu'en 2023, pour la même période, il est descendu à 77,4 %. Le mardi 10 octobre, le niveau d'eau était tombé à 73,3 %. Le manque de fortes averses récemment risque d'avoir un impact significatif sur les consommateurs, car la sécheresse peut perturber leur vie quotidienne et leur bien-être en réduisant la disponibilité d'eau, les obligeant à rationner leur consommation.

Les petits planteurs se trouvent actuellement dans une situation difficile en raison du manque d'eau pour l'irrigation. Selon les informations que nous avons recueillies, les prix des légumes risquent d'augmenter à l'approche des activités religieuses liées au Doorga Pooja qui débutera dès ce dimanche 15 octobre et dureront pendant neuf jours. D'autant que les dévots de foi hindoue ne consomment que des légumes et des fruits durant cette période. Il est important de rappeler que les habitants de certaines régions de l'île sont descendus dans les rues pour manifester contre le manque d'eau dans le pays. Cependant, la situation perdure, et certains endroits souffrent d'un manque d'eau critique, avec des robinets à sec.

Selon l'ancien directeur de la CWA Harry Booluck, la sécheresse est un phénomène récurrent, et chaque année nous sommes confrontés à une situation similaire. Il déplore le manque d'efforts du gouvernement pour sensibiliser la population au gaspillage de l'eau, et se pose des questions sur

les mesures prévues par les autorités en cette période de sécheresse.

L'ancien DG avait proposé de nombreuses solutions que le gouvernement de l'époque avait décidé de mettre en place, comme le dessalement de l'eau de mer. Il estime que la crise de l'eau aurait pu être anticipée et évitée, et fait le constat que la demande en eau a dépassé l'offre de la CWA. Il revient également sur la construction du 'Rivière des Anguilles Dam', un projet de longue date qui n'a toujours pas été concrétisé. Il souligne le problème aigu de manque d'eau dans le pays et appelle la population à questionner le gouvernement sur les mesures préventives prises pour augmenter l'approvisionnement et répondre à la demande.

« Finn embete dimun avec ban projet... », dit Harry Booluck. Il soutient également que, même si des changements de tuyaux ont été effectués dans certaines parties de l'île, cela n'a eu aucun effet. De nombreux rapports ont également été établis depuis la création de la CWA pour résoudre le problème de l'eau à Maurice, mais aucune action n'a été entreprise, malgré les ressources dépensées. Selon l'ancien directeur de la CWA, si le secteur de l'eau avait été pris au sérieux, de nombreux problèmes auraient pu être résolus. Il évoque différentes solutions possibles, telles que le remplacement des tuyaux, la construction de barrages comme celui de Rivière des Anguilles, ou la désalinisation. Il conclut en soulignant que la décision appartient au gouvernement, et estime qu'il est grand temps de prendre au sérieux la question de l'eau à Maurice pour remédier à cette pénurie.

Allocation Covid-19

Gheerishsing Gopaul : « La situation des sapeurs-pompiers et des policiers doit être examinée »

La 'Government Service Employees Association' (GSEA) réclame l'attribution de la 'Covid-19 allowance' aux membres de la force policière et aux sapeurs-pompiers. Ces derniers, sollicités lors du confinement, ainsi que les éboueurs, qui ont veillé à la salubrité nationale pendant cette période, ne sont pas éligibles à l'allocation de Rs 15 000. La GSEA n'a pas l'intention de rester les bras croisés face à cette situation.

Dans une lettre adressée au Premier ministre Pravind Jugnauth, le secrétaire général, Gheerishsing Gopaul, attire l'attention sur cette question et demande un examen de leur cas. Les sapeurs-pompiers attendent toujours le versement unique de Rs 15 000 qui avait été octroyé aux services essentiels pendant la pandémie de Covid-19. Dans une déclaration, le secrétaire souligne leur engagement, ainsi que celui des policiers et d'autres acteurs qui ont travaillé sans relâche pour maintenir l'ordre dans le pays.

Il est à noter que les chefs de cuisine du ministère de la Santé ont déjà perçu leur allocation Covid-19 conformément aux attentes. Cependant, Gheerishsing Gopaul appelle à ce que la situation des sapeurs-pompiers et des policiers soit examinée, et qu'ils reçoivent l'allocation spéciale Covid-19 dès que possible.

UP

Le Festival du Livre

Le Festival du livre en est à sa troisième édition. Une initiative qui doit être saluée. Car elle donne – ou redonne – l'envie de lire des livres, à un moment où les nouvelles technologies ont pris le dessus lorsqu'il s'agit de la lecture. Ce qui fait qu'aujourd'hui, nos enfants ne connaissent pratiquement plus le goût de la lecture, telle qu'on le connaissait auparavant. Autant donc souhaiter longue vie à cet événement !



Photo: L'express

C'EST ÉCRIT



« La guerre entre Israël et le Hamas engendre une instabilité macroéconomique sur le plan global résultant ainsi en une augmentation dans la volatilité des marchés tels que le taux de change et le pétrole. Malheureusement, on vit dans une ère où les crises économiques, sociales et climatiques sont devenues presque permanentes. Les experts parlent de maintenant du phénomène de « permacrise ».

Rajeev Hasnah
Économiste
Défi Plus
14.10.23

A ÉTÉ DIT

« Mo bien sagrin mais seki Israéliens ine vive, zot ine vive sa pou ene jour, deux jours. Mais c'est le lot des Palestiniens tous les jours de l'année. C'est pas ene conflit musulman. C'est ene conflit politique [...] L'Occident et la presse occidentale pe zoué ene rôle très très vilain ki zot pane zoué avec l'Ukraine. Kifer sa double standards la ? Quand l'Ukraine prend position contre seki zot appel envahisseurs russes, zot laguer pou zot libération. Quand Palestiniens li rode, avec ros, fer ene démarrs pou retourne dans so pays, sa c'est terroriste. Come on ! Pas kapave ena sa kalité double standards la »

Cassam Uteem
Radio Plus
13.10.2023



DOWN

Le MSM

Le parti soleil jubile et prépare déjà un défilé pour ce lundi. Cela dans le but de célébrer la victoire de leur leader et Premier ministre, Pravind Jugnauth, et ses deux colistiers au no.8. Sont-ils dans les secrets des dieux quant à l'issue du jugement du Privy Council ? La question se pose puisqu'au moins un ministre et un agent ont donné rendez-vous aux sympathisants de leur parti devant le Sun Trust. Le comble, c'est que le MSM a tenté par la suite de jeter le blâme sur les partis de l'opposition en leur appelant à « faire preuve d'un minimum de respect pour l'institution qu'est le Privy Council » alors que les preuves démontrent que ce sont ses propres membres qui crient victoire avant l'heure.



QUI S'EN SOUCIE ?



Depuis quelque temps, des travaux de fouilles ont été entrepris par les autorités de la CWA à la rue Verger à Goodlands. Cette situation cause des problèmes aux usagers de la route. Avis aux autorités !

Quand voyager à bord de MK n'est plus un plaisir



C'est un passager outré qui nous a fait parvenir cette photo. L'état de l'accoudoir d'un siège sur un vol vers Mumbai vendredi l'a laissé pantois. Endommagé, l'accoudoir en question est tenu en place grâce à du ruban adhésif. « Gone are the days when

our national pride was flying above all other airlines », nous a lancé ce passager.

Après une petite enquête, une source au sein de la compagnie d'aviation nous a fait savoir qu'il s'agit d'un des avions loué à court terme par Air Mauritius, en attendant l'arrivée des nouveaux appareils.



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances. Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Harish Chundunsing

« Les prochaines élections générales prendront valeur de référendum sur plusieurs sujets »

Il a fait un long parcours dans la presse. D'ailleurs, il y garde toujours un pied. Harish Chundunsing revient, dans l'entretien qui suit, sur son arrestation par la SST, les humiliations qu'il a subies, sa confiance dans le bureau du DPP, le fonctionnement de l'unité dirigée par l'ASP Jagai, le tant soi peu « solidarité » de la presse envers lui, tout en résumant la situation politique...

■ Zahirah RADHA

Il est clair pour moi que mon arrestation n'avait rien à voir avec mon poste concernant le 'tampering' (tripotage) du véhicule garé devant le domicile de Vimen Sabapathi. J'avais posé une question : serait-ce un autre cas de 'planting' ? Depuis quand le simple fait de poser une question est-il devenu un délit ?

La vérité, c'est que mes posts en général gênaient certains au plus haut niveau du gouvernement. D'où la décision prise de

quant au sort qui les attendait. Je dois dire que pendant que je me trouvais en face de l'ASP Jagai, il ne cessait de répéter que j'étais journaliste à l'Express.

Q : Il n'avait donc pas fait son « homework » comme il le fallait ?

Et comment ! D'ailleurs, il ne voulait pas entendre mes protestations. À un certain moment, il m'a même dit que j'étais victime de « ou la bouche ». Autant pour le délit que j'étais censé avoir commis !

Q : J'espère quand même que vous avez obtenu le soutien de vos confrères de la presse puisque c'est quand même impensable ce que vous avez vécu pour un prétendu délit lié à « ou la bouche »...

Soutien de mes confrères ? Pas tous. Le directeur de La Sentinelle, Nad Sivaramen, avait consacré un éditto à mon arrestation tandis que les autres se sont contentés de rapporter mon arrestation et ma libération le lendemain. Il n'y a eu aucune autre prise de position condamnant l'action de la SST contre moi.

Q : Espérons qu'ils rectifient le tir.

Puisqu'on évoque la presse, vous avez été très dur récemment envers la MBC et l'IBA. Peut-on en connaître les raisons ?

La MBC et l'IBA sont pour moi bonnet blanc et blanc bonnet. Il y a récemment eu collusion entre ces deux organismes pour salir la réputation de l'ex-journaliste de la MBC, Manisha Jooty, suite aux propos qu'elle avait tenu lors d'une émission que j'avais animée sur Top FM.

Manisha Jooty avait déclaré qu'elle avait été menacée par Pravind Jugnauth au cours d'un meeting à Rose-Belle lors de la campagne électorale de 2014. La MBC a immédiatement porté plainte auprès de l'IBA. L'institution dirigée par Ajay Ramphul s'est exécutée presque immédiatement et a censuré Manisha Jooty sans avoir recueilli sa version des faits. Ce qui est contraire aux règles de « natural justice » !

Face à une telle injustice, je ne pouvais pas me taire et j'ai dénoncé avec force cette collusion malsaine entre deux organismes paillassons qui sont au service du régime !

Q : Revenons à la SST si vous le permettez. Quel regard portez-vous sur cette unité aujourd'hui ?

Vous savez, j'ai archi dit que la SST fonctionne comme un « one-man army ». Prenez mon cas. La SST était à la fois plaignant et enquêteur. Trouvez-vous cela normal ? C'est quand j'ai fait ressortir cette ineptie qu'ils ont transféré mon dossier au CCID.

Ashik Jagai est un bon « operation guy ». Rien de plus. Il n'atteindra jamais le niveau des anciens limiers de l'ADSU comme Cyril Morvan, Vedanand Reesaul, Dharma Nageeah, Cyril Maistry et Ramparsad Sooroojally, pour ne nommer que ceux-là !

Je note toutefois que depuis quelque temps, la SST s'est calmée et on n'assiste plus à des arrestations spectaculaires et hautement médiatisées. De plus, le récent cas de corruption auquel un des anciens éléments est mêlé a sévèrement écorné l'image de cette unité.

Q : Ne dit-on pas que cette unité bénéficie de la bénédiction en haut lieu... N'est-ce pas au final le pouvoir du jour qui est à blâmer dans toutes ces dérives policières dont nous sommes témoins ces derniers temps ?

Certainement, l'ASP Jagai n'aurait pas pu agir comme il le fait s'il ne bénéficiait pas de la bénédiction en haut lieu. D'ailleurs, Akil Bissessur, après sa première arrestation, n'avait-il pas révélé la conversation téléphonique que Jagai avait eue avec une voix féminine pour rendre compte de l'opération menée chez lui quelques minutes auparavant ? Jagai n'a jamais réagi face à cette affirmation de Bissessur.

Q : Imaginez si ce gouvernement est réélu aux prochaines élections, que va-t-on devoir endurer encore ?

Moi, je pense que les prochaines élections générales prendront valeur de référendum sur plusieurs sujets. Entre autres, le renvoi 'sine-die' des élections municipales, la propagande honteuse et infecte de la MBC en faveur du MSM, les dérives de la SST, la corruption, la fraude, le meurtre non-résolu jusqu'ici de l'agent orange Soopramanien Kistnen, les décès suspects de Pravin Kanakiah et de Mme. Mooniaruth, les faveurs accordées à Jean-Michel Lee Shim pour ce qui est de l'organisation des courses, l'allocation des terres de l'État aux protégés du régime, dont Avinash Gopee, et j'en passe.

Le moment venu, il appartiendra à la population de faire le bon choix. Mais je ne peux m'empêcher de noter que depuis l'officialisation de l'alliance PTr-MMM-PMSP, les observateurs ont noté qu'un vent de panique souffle au Sun Trust Building. Pour preuve, les tracasseries que la police et les collectivités locales ont fait subir aux dirigeants de cette alliance.

Q : Les charges qui pesaient contre vous à la suite de votre arrestation par la SST le 9 mai dernier ont été abandonnées en Cour de Curepipe mardi. Vous êtes sans doute soulagé. Vous attendiez-vous à ce dénouement ?

Je me souviens avoir déclaré au lendemain de mon arrestation et inculpation que je faisais confiance au Bureau du DPP. Les faits m'ont donné raison. Contrairement à la SST où un ASP fait la loi et agit selon ses caprices, au bureau du DPP, c'est un panel d'hommes de loi chevronnés qui réfléchissent et qui décident, en analysant strictement les faits. C'est pourquoi j'étais confiant dès le départ que cette affaire allait connaître le dénouement qu'elle a connu lundi dernier au tribunal de Curepipe.

Q : Mais comment avez-vous vécu ces cinq derniers mois ?

Ce n'est pas trop amusant de vivre avec une épée de Damoclès suspendue sur votre tête et d'être en liberté conditionnelle. Je considérais cette caution comme une humiliation. En fait, j'ai vécu quatre grosses humiliations. Premièrement, la caution elle-même. Deuxièmement, la perquisition de ma demeure. Troisièmement, les empreintes digitales qu'on m'a prélevées et quatrièmement, de voyager avec un 'restricted passport' alors que je ne suis pas un criminel !

D'ailleurs, c'est pour cela que j'envisage des poursuites au civil contre le Commissaire de police, l'ASP Ashik Jagai et l'État pour réclamer réparation. Je regrette toutefois que le CP et l'ASP Jagai jouissent d'une protection légale au terme de la 'Public Officers' Protection Act' (POPA). C'est inacceptable que les contribuables devront casquer pour leurs écarts !

Q : En tant que journaliste, je suppose que ce n'est pas la première fois que vous avez été inquiété, d'une façon ou d'une autre, par la police pour vos articles et publications. Qu'y avait-il de différent dans la démarche de la SST ?

m'arrêter. Il faut savoir qu'un proche du pouvoir -un Judas- ne cessait de me harceler à chaque fois que je postais quelque chose qui les gênait.

Dois-je vous rappeler que l'ASP Jagai voulait absolument que je lui balance ma source. C'est pour cela qu'il voulait à tout prix mettre la main sur mon téléphone cellulaire, quitte à faire perquisitionner ma demeure !

Q : Le non-lieu a surtout été prononcé en raison du manque d'éléments ou de preuves solides pour soutenir une condamnation contre vous. Pensez-vous avoir été victime d'un abus policier basé sur le système de charges provisoires ?

Bien sûr. N'importe quelle personne ayant un tant soit peu de jugeote aurait vu que je n'avais commis aucun délit. Mais l'orgueil surdimensionné de certains à la SST avait pris un sale coup et il fallait donc me punir pour cela. Les heures que j'ai passées dans les locaux de la SST les 3 et 4 mai derniers m'ont permis de prendre la mesure des abus de cette unité. Je dois peut-être rappeler à vos lecteurs ce que l'ASP Jagai m'avait répondu quand je l'avais prévenu que « la roue la tourner ». « Oui mais frein la dans mo la main », m'avait-il répondu.

Q : Vous avez été, si je ne me trompe pas, le premier et seul journaliste à avoir été ciblé par la SST jusqu'ici. Cela a-t-il été fait exprès, selon vous, pour intimider la presse et la population ?

Je n'ai aucun doute qu'en m'arrêtant, la SST avait voulu faire passer un message aux journalistes et aux opposants du régime

Reprise des travaux

L'opposition promet de déterrer d'autres scandales

La rentrée parlementaire aura lieu le mardi 17 octobre prochain. Après un remaniement en quatrième vitesse le 30 août dernier, le gouvernement de Pravind

Jugnauth entame la dernière année de son mandat. Si les membres du gouvernement considèrent cette rentrée parlementaire comme étant 'business as

usual', les élus de l'opposition affûtent leurs questions tout en déplorant une pause malheureuse de près de trois mois dans les activités parlementaires.

Fabrice David :

« La vague du changement est palpable »

Le député Fabrice David du Parti Travalliste, déplore le fait que les membres du gouvernement sont de plus en plus occupés à déterminer qui bénéficiera d'une investiture lors des prochaines législatives. « Pendant près de trois mois, nous n'avons pas pu poser de questions sur les actualités brûlantes du pays, notamment en ce qui concerne la confusion entourant le prix de l'essence et le scandale du prix du diesel. Même si le peuple mauricien est confronté à de nombreux problèmes, au moins, grâce aux travaux parlementaires et aux questions, nous aurions pu soulager quelque peu la population », déclare-t-il. Il ajoute que les membres de l'opposition parlementaire ont travaillé dur pendant cette pause en restant en contact avec la population.

« Nous n'étions pas inactifs. Nous avons consulté la population, et ce gouvernement sera connu comme le pire de l'histoire moderne de notre pays. Le peuple souffre des manœuvres de Pravind Jugnauth et de son équipe,



et réclame un changement radical. Cela ne tardera pas », dit-il. Fabrice David soutient que les meetings et rassemblements de l'alliance PTr-MMM-PMSD à travers l'île ont connu un véritable succès, car la vague du changement est palpable. « Lorsque nous rencontrons des gens sur le terrain, ils nous font part de leurs inquiétudes pour l'avenir. Ces mêmes personnes ont contribué à la rédaction de notre programme électoral. Elles savent que c'est probablement la dernière rentrée parlementaire avant les élections générales », explique-t-il.

Il souligne également que le nombre de 'backbenchers' au sein du gouvernement a diminué en raison des nouveaux ministres et PPS, suite à la démission de Rajanah Dahliah, faisant l'objet d'une enquête de l'ICAC dans l'affaire Stag & Black Label Party. « Cela laissera plus de temps et d'opportunités aux membres de l'opposition pour poser des questions », conclut-il.

Rajesh Bhagwan :

« Que le Speaker. Change son approche ! »

Avec neuf mandats à son actif, le vétéran du MMM tire, quant à lui, à boulets rouges sur le Speaker de l'Assemblée Nationale. « Nous souhaitons que le Speaker change son approche ! Mais mo napa fer li enn sous confiance ! (...) C'est un agent du MSM et il fera tout pour protéger le prince soleil. Son rôle est de réprimer les membres de l'opposition parlementaire et d'essayer de sauver le Titanic (le MSM de Pravind Jugnauth) », martèle le député mauve de la circonscription numéro 20. « Mo pe avoy mo bann kestion. Mo anvi kone kuma inn nomme Prakash Maunthroo à la tête de la CWA (Central Water Authority). D'ailleurs, mo précisé ki sa entité la inn vinn Central 'Waste' Authority. Mo anvi kone aussi kifer ek lor ki kriter inn nomme Hans Marguerite à la tête de la NEF (National Empowerment Foundation). Ki salaire zot gayne ek kifer inn place zot laba ! », s'interroge Rajesh Bhagwan.



Rajesh Bhagwan a déclaré : « Eski ou pensé sa jugement la pu change kitsoz dans la vie bann mauriciens ? Ou pensé sa 5000 T-Shirt ki Pravind Jugnauth inn pass commande pour al fer défilé lundi la pou change kitsoz ? Zot pe prévoir enn grand manifestation dime

la. A travers l'île ou pu trouv chatwa la. » Le vétéran est convaincu que seules les élections générales pourront libérer le pays des griffes de Pravind Jugnauth. « Le pays a besoin d'un nettoyage en profondeur », maintient-il. Selon lui, la carte communale que veut jouer le Premier ministre ne fonctionnera pas, car l'exaspération du peuple transcende les barrières religieuses et ethniques. Le député mauve dit être confiant sur le fait que l'alliance PTr-MMM-PMSD a été plébiscitée par le peuple.

« Mo seul député kinn élu 9 foi dan mem circonscription ek mem parti, mo kone ki mo pe dir ou. Sa élections ki pe vini la pu enn Bis 1995. Sann fwa la, Navin Ramgoolam, Paul Béranger et Xavier Luc Duval pou met Jugnauth fils deors ! », lance-t-il.

Questions parlementaires : Une réunion prévue ce lundi

Après presque trois mois de vacances, le Parlement reprendra ses activités le mardi 17 octobre. Les questions pour cette séance ont été tirées au sort. En prévision de cette reprise, les parlementaires de l'opposition se réuniront au bureau du Leader de l'Opposition ce lundi 16 octobre dans l'après-midi. Cela coïncidera avec le jugement du Conseil privé du Roi concernant la pétition électorale de Suren Dayal contre le Premier ministre, Pravind Jugnauth.

Lors de cette rentrée parlementaire, les fluctuations des prix des carburants susciteront particulièrement l'attention. L'opposition s'intéresse notamment au remboursement de 5 roupies par litre de diesel aux opérateurs économiques, ainsi qu'à la structure des prix et la procédure d'appel d'offres pour la fourniture de produits pétroliers. Le député du MMM, Reza Uteem, interrogera le ministre des Finances, tandis qu'Eshan Juman, du Parti Travalliste, interpellera la ministre du Commerce, Dorine Chuckowry.

La séance débutera par la 'Private Notice Question' du leader de l'opposition, suivie des questions adressées au Premier ministre. Les questions porteront sur des sujets tels que l'Archipel des Chagos, la situation à Agalega et le trafic de drogue. La députée du MMM, Arianne Navare-Marie, interrogera le Premier ministre au sujet des pourparlers entre Maurice et la Grande-Bretagne concernant la souveraineté des Chagos. Son collègue, Adil Ameer Meea, posera une question sur Agalega, y compris sur l'achèvement des travaux sur l'île et la possibilité d'une visite des élus de la circonscription n°3

Port-Louis Maritime-Port-Louis Est.

Kushal Lobine, du PMSD, interpellera le chef du gouvernement au sujet de la saisie de 7 kilos de drogue par la police le 11 septembre dernier. Également à l'ordre du jour, l'exportation de macaques, qui a récemment fait la une de l'actualité. Kushal Lobine interrogera le nouveau ministre de l'Agro-industrie, Vikram Hurdoyal. La question d'Osman Mahomed sera axée sur le problème de la drogue, notamment en ce qui concerne les 'Rapid Drug Test Kits'. Il demandera au Premier ministre si le gouvernement fournira ces 'test kits' à l'ADSU, conformément aux recommandations de l'UNODC (United Nations on Drugs and Crime).

Nando Bodha interrogera Pravind Jugnauth sur le dossier des Chagos et les négociations tripartites entre le Royaume-Uni, les États-Unis et Maurice concernant le 'resettlement of the Chagossian Community'. Le vétéran du Mouvement Militant Mauricien (MMM), Rajesh Bhagwan, posera une question concernant la nouvelle tour de contrôle à l'aéroport SSR. Il veut connaître le montant payé aux consultants et aux contracteurs, ainsi que la date à laquelle elle sera opérationnelle. Reza Uteem, quant à lui, interrogera le Premier ministre sur le recrutement du nouveau 'National Security Adviser'. Il demandera des détails sur le 'scheme of service' et les critères de recrutement.

Ces dernières semaines, les crèches illégales ont été au centre de l'attention. L'élue rouge, Stephanie Anquetil, questionnera la ministre de l'Égalité des genres, Kalpanah Koonjoo-Shah, sur ce dossier et sur les mesures prises par le

gouvernement pour mettre fin aux activités de ces institutions illégales. Une question similaire sera soulevée par la députée du MMM, Karen Foo Kune.

Farhad Aumeer interpellera le ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal, sur la pénurie de médicaments dans les hôpitaux, et lui demandera les raisons aussi bien que les mesures prises pour y remédier. Eshan Juman réclamera, pour sa part, des informations à la ministre au sujet de la gestion des cargaisons de riz ration à la 'State Trading Corporation' (STC), le stock actuel, sa commercialisation, ainsi que les subsides du gouvernement sur cette commodité de base.

Patrick Assirvaden s'intéressera aussi à la cessation des vols d'Air Belgium à destination de Maurice. Il demandera au Premier ministre s'il est au courant des difficultés rencontrées concernant le remboursement des billets par la compagnie, et aussi les actions qui seront prises contre Air Belgium, s'il y en a. Il abordera aussi avec le ministre de l'Énergie et des Services publics, Joe Lesjongard, les contrats que la société Corexsolar a décrochés du 'Central Electricity Board' (CEB) depuis 2020, et réclamera les détails au sujet des montants en jeu.

Eshan Juman interrogera aussi l'Attorney General sur la rémunération du 'Solicitor General'. Le député rouge demandera également le nombre de 'boards' dans lesquels le 'Solicitor General' a siégé. Fabrice David, quant à lui, questionnera Balgobin sur les critères de recrutement des mauriciens comme modérateurs de réseaux sociaux.

Richard Duval :

« On ne lâchera rien ! »

Le député du PMSD (Parti Mauricien Social-Démocrate), Richard Duval, dit aborder cette rentrée comme la dernière ligne droite avant les élections générales. « On a bien préparé nos questions et nous serons en consultation au bureau du Leader de l'Opposition ce lundi pour coordonner la marche à suivre. Que la population se rassure, on ne se laissera pas marcher sur les pieds. 'Enough is Enough' avec ce Speaker de l'Assemblée nationale. Nous serons très agressifs dans notre approche, et nous affronterons ce rempart qui est devant nous. On ne lâchera rien », assure-t-il. « C'est le pire Parlement que ce pays ait eu. Notre image à l'internationale a été ternie par les agissements de ce Speaker ! », ajoute le député bleu.

À Plaine-Verte

L'Alliance PTr-MMM-PMSD confiante de remporter un 6-0 aux nos. 2 et 3 aux prochaines élections

C'est une foule enthousiaste qui a assisté au meeting de l'alliance PTr-MMM-PMSD à Plaine-Verte vendredi. Celui-ci, prévu pour les circonscriptions n°2 et n°3, a débuté par une minute de silence en faveur de la Palestine. D'ailleurs, tous les orateurs ont, tour à tour, plaidé pour un cessez-le-feu immédiat et exhorté la communauté internationale à stopper le massacre envers le peuple palestinien. Un appel pour le boycott des produits israéliens a aussi été lancé alors que Xavier Duval a soutenu que la seule solution pour que règne la paix est un État palestinien indépendant.

Navin Ramgoolam, leader du PTr, n'a pas épargné le Premier ministre Pravind Jugnauth dans ses attaques. « *Kan banla ti fer Constitution, zamaiz zot ti pou croire ki ene jour, ene parti pou fer deal papa-piti. Zamaiz zot ti pou croire ki ene zour nou pou ena ene PM ki fin pass par linpost* », a-t-il martelé. Il a soutenu que le Parlement est devenu un cirque, et estime que l'alliance PTr-MMM-PMSD est bien partie pour reconquérir le pouvoir au MSM de Pravind Jugnauth.

En ce qui concerne le conflit Israël-Palestine, Navin Ramgoolam a averti qu'une nouvelle hausse des prix du carburant est possible si la situation perdure, non sans rappeler comment l'accord conclu avec Managalore Refineries, sur une base « *government to government* » était bénéfique au pays et aux consommateurs. Il a critiqué, dans la même foulée, le 'Petroleum Pricing Committee' pour la fluctuation des prix des carburants en l'espace d'une semaine.

« *Tou seki nou fine construire depi l'Indépendance, depi 55 ans, zot fine détruire* », a-t-il martelé. Et d'ajouter, sur le chapitre des carburants, « *ou pou guet ki pou arrivé si la guerre Israël-Palestine la vine pli grand. Prix pétrole pou augmenté enkore. Mais pli pire, taler pas pou gagne tanker pou amen nou pétrole* ».

Le leader du PTr est également revenu sur la mort de Kistnen, dont l'enquête piétine et a promis de rouvrir ce dossier dès qu'il sera au gouvernement.

Importantes réformes

Xavier Luc Duval, leader du PMSD et de l'Opposition, est d'avis que l'alliance PTr-MMM-PMSD est l'équipe dynamique qu'il faut pour redresser le pays et le ramener sur la bonne voie. Il a félicité la Plaine-Verte pour sa vivacité. « *Festival 24/7 c'est ici* », a-t-il dit, en promettant que la Plaine-Verte aura « *une place de choix* » dans leur stratégie touristique. Il a ensuite dressé un tableau des nombreux scandales, dont Pack & Blister et le bâtiment fantôme de l'Africa Fund, en ajoutant que « *pe dilapide l'argent contribuable* ». La SBM n'est plus, selon lui, la deuxième plus grande banque du pays. « *SBM pe degrading sous MSM tellement in gagne cokin* », a-t-il déclaré. Commentant la reprise parlementaire de ce mardi, il a affirmé



que le Speaker, qu'il ne retrouvera pas avec plaisir, est téléguidé par le gouvernement, et qu'il exécute un travail qui ne relève pas de son choix. « *Ban dimun ki pe done li instruction pour faire sa travail malpropre la* », a-t-il dit. Mais il estime cependant que l'Opposition réussit à accomplir son travail au Parlement.



Selon lui, l'objectif du prochain gouvernement est de réparer tout ce qui a été endommagé dans le pays depuis les élections de 2014. « *Il faut revoir le système éducatif, la santé, et restaurer la confiance de la population dans les hôpitaux publics. Le système judiciaire doit également être réparé pour que la population puisse regagner confiance en la police, l'équipement, et les institutions. Le prochain gouvernement doit entreprendre d'importantes réformes législatives et administratives* », a-t-il annoncé.

Incompétence, arrogance et irresponsabilité

Paul Bérenger, leader du MMM, a annoncé que le prochain rassemblement se tiendra au numéro 14, suivi d'autres réunions dans différentes circonscriptions jusqu'à la prochaine échéance. Il a mis en garde contre les abus de pouvoir sous le gouvernement actuel et a critiqué le Speaker de l'Assemblée nationale. Mais il a aussi prévenu contre le risque d'un « *rolling black-out* » à Maurice, comme en Afrique du sud, si le gouvernement persiste avec son irresponsabilité sur le dossier d'électricité. Il a plaidé pour un véritable changement dans le pays, déplorant l'incompétence, l'arrogance

et l'irresponsabilité du gouvernement actuel. Selon Paul Bérenger, ces problèmes doivent être résolus. Il a annoncé que l'alliance finalise un programme de changement. « *Nou pa pou amen ene politique de vengeance mais bane kine fané pou bizin rane compte* », a-t-il enfin dit.



souligné les problèmes liés à la drogue. « *Ala cot nous pei pe aller avec sa gouvernement la* », a-t-il lancé. En ce qui concerne la pension de vieillesse, le député rouge a donné la garantie qu'elle ne sera pas baissée une fois l'alliance PTr-MMM-PMSD au pouvoir, et a assuré l'accent sera mis sur l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées.

Farhad Aumeer a, quant à lui, a soulevé la question du décès de 67 bébés en huit mois, et a critiqué le ministre de la Santé pour ne pas avoir fourni d'explications. « *C'est ene scandale* », a-t-il lancé, en promettant que les dessous seront bientôt dévoilés. Il a aussi évoqué les examens des aspirants médecins. Il a souligné la nécessité d'un hôpital spécialisé pour les femmes et les bébés prématurés, ainsi que des formations appropriées pour de tels cas.

Osman Mahomed a de nouveau soulevé des questions concernant la répression et la machination de la police à son encontre, en ciblant son épouse à la suite d'un accident survenu en 2016. Il a également dénoncé « *un scandale de terrain* » à Anse-La-Raie, où un « *Blue-eye Boy* » a obtenu 30 arpents de terres. Un scandale sur lequel il compte revenir au Parlement bientôt.

Méritocratie et transparence

« *Ine arrive ler pou coupe pier zack* », a déclaré Shakeel Mohamed. Il a appelé le gouvernement à assumer ses responsabilités et à cesser de se comporter de manière irresponsable. « *Nous pou change la façon que pays la pe être géré, et nous pou amen la méritocratie et la transparence* », a-t-il promis. Shakeel Mohamed est également revenu sur le scandale de 'Pack & Blister', notamment les centaines de millions de roupies dépensées pour approuver des projets sans passer par des appels d'offres. Il a déploré la façon dont l'ICAC fonctionne, la trouvant inacceptable.

Adil Ameer Meea a, pour sa part, commenté l'état de la dette publique. Il a déploré la rapidité avec laquelle les prix des carburants ont fluctué en quelques jours, et a dénoncé le mécanisme mis en place pour rembourser certains opérateurs économiques. Il a aussi souligné la nécessité de revoir le fonctionnement des institutions. « *En 2019, kan nou ti alle séparé, ene élu MSM pa fine gagné. Aster maziné kan nou pou alle ensam ! 6-0 baré ici !* », a-t-il lancé.

Non aux scandales

Le député du MMM, Reza Uteem, a déclaré qu'il était grand temps de dire non à la fraude, la corruption, aux 'Stag party', et à l'affaire Molnupiravir, entre autres. Il a affirmé qu'une fois que le gouvernement PTr-MMM-PMSD sera au pouvoir, il prévoit de réduire certaines taxes pour alléger le fardeau de la population. Reza Uteem a également souligné l'importance pour le Commissaire de police de se concentrer sur la lutte contre les barons de la drogue, car de plus en plus de jeunes sont entraînés dans ce fléau. « *Nou program pa zis met Pravind Jugnauth deor, me se ousi soulaz lepep* », a-t-il lancé.

Adrien Duval, membre du PMSD, a mis l'accent sur la congestion routière malgré les investissements de 19 milliards de roupies. « *Qui serti finn dépense autan mais problème embouteillage pas finn régler* », a-t-il dit. Il a ajouté qu'il y avait un manque de vision, de planification et de compétence dans le pays, et est revenu sur le problème des crèches qui aurait dû être pris en compte pour assurer un bon avenir aux enfants mauriciens.

« Banla fanné nous payé »

« *Banla fanné, nous payé* », s'est insurgé le député Eshan Juman, en dressant une liste des gabegies, des gaspillages et de la mauvaise gestion de ce gouvernement. Il a également

Sécurité routière

Nombre de victimes à ce jour : 109

Nous avons atteint la barre des 109 victimes sur les routes, et il reste encore deux mois et demi avant la fin de l'année. Au 31 décembre dernier, le nombre de victimes liées aux accidents de la route s'élevait à 108. Cette année, ce triste seuil a été dépassé presque trois mois plus tôt. Les victimes se répartissent comme suit : 35 piétons, 32 motocyclistes, 12 passagers de véhicules à quatre roues, 10 conducteurs, 10 passagers à l'arrière de motos, 8 cyclistes et 2 aides-chauffeurs.

Pour l'ASP Ashok Muttur de la 'Traffic Branch', le 'mindset' des usagers de la route doit changer. Il évoque également la drogue, qui contribue à la hausse des chiffres. « Depuis que nous avons mis en place les tests de dépistage de drogue, nous constatons une augmentation inquiétante de la conduite sous l'effet de produits stupéfiants parmi les conducteurs », insiste-t-il.

Il souligne également le fait que les circonstances dans lesquelles les accidents se produisent ne sont pas les mêmes qu'au cours des années précédentes. « Nous travaillons sur des opérations de sensibilisation, cependant,

lorsque nous analysons les chiffres, nous constatons des tendances récurrentes. En ce qui concerne les deux-roues, par exemple, pour certains, le code de la route semble ne pas exister! », martèle l'ASP Ashok Muttur.

Les Casernes centrales ont entamé une série d'opérations sur le terrain, y compris des barrages routiers dans certaines zones à risques, ainsi que des contrôles de routine dans des endroits stratégiques. La police devrait intensifier sa campagne de sensibilisation prochainement. Le dernier accident fatal s'est produit

sur l'autoroute non loin d'une station-service à Sorèze, peu après 21 heures, le 8 octobre. Il s'agissait d'un passager à l'arrière d'une motocyclette.

« Kan nou get catégories bann victimes, nou ena tendance pensé ki ena peut etre toute enn éducation à re faire. Preske 50% bann victimes accidents c'est bann moto ek velo. Zot plu vulnérable aköz pli expoze. Comportement de sa bann usagers de la route aussi laisse boku à désirer. Ena pe pran zafan ek pe roule kumadir acteur dans film indien, kan arrive accident, kisanla ki paie le pot kasse ? », s'insurge Ashok Muttur.

Des 'brainstormings', mais pas de solution évidente

Le constat est implacable : les usagers de deux-roues, qu'ils soient responsables ou non, ainsi que les piétons, sont les premières victimes en cas d'accident. Les piétons tués le long des routes sont généralement âgés, tandis que les motocyclistes décédés sont relativement jeunes. Dans les deux cas, ces victimes fragiles n'avaient pas nécessairement commis d'infractions.

Les caméras de surveillance peuvent-elles dissuader les chauffards ? Le renforcement de la présence policière le long des routes est-il la solution ? Dans un premier temps, les policiers vont s'attacher à identifier et à interpellier les auteurs de délits de fuite et à dresser des contraventions.

Les jeunes particulièrement touchés

La tranche d'âge des 26-50 ans compte le plus grand nombre de victimes sur la route (42), suivie par les plus de 60 ans (29), la tranche des 16-25 ans (21), celle des 51-59 ans (14), et enfin celle des moins de 15 ans où deux victimes de trop sont à déplorer. Ce graphique peut être comparé aux modes de déplacement et au nombre, ainsi qu'au genre des personnes décédées, montrant une corrélation étroite.



Jugement en faveur de la sodomie

Maulana Shameem Khodadin :

« Nou demane l'Attorney General et le PM pour faire l'appel contre sa jugement là »

Le chef religieux Maulana Shameem Khodadin lance un appel à l'Attorney General ainsi qu'au Premier ministre pour faire appel contre le jugement de la Cour suprême autorisant la sodomie entre deux hommes consentants. Depuis que la communauté LGBT a obtenu gain de cause avec ce jugement, Maulana Khodadin ne cesse de tirer la sonnette d'alarme. Par le biais d'un courriel adressé à la rédaction du Sunday Times, l'érudit souligne quelques points saillants qui pourraient compromettre l'avenir des jeunes, la cohésion familiale et la société dans son ensemble.

« Ou coner qui ti ena la veille au Caudan, ti ena ene Mariage LGBT là-bas. La situation li très grave. Nous pas capave reste insensible

à sa phénomène-là. Après le jugement, L'état ena 21 jours pour faire appel. Nous demande L'Attorney General et le Premier Ministre pour alle de l'avant pour faire l'appel contre sa jugement là. Si nous laisse

banne malpropreté pareille exister dans pays, sans doute pour ena calamiter lors sa pays. Déjà beaucoup dimounes pe souffert. Le Premier ministre fine proclame li comme celui qui rode fini banne fléaux dans pays. Li ena a cœur intérêt banne grand dimoune, banne jeunne et banne madame. Le premier ministre comprend



bien implication sa jugement la et li conne très bien souffrance banne parents qui zotte enfants dans la drogue et maintenant LGBT et (Sodomie & homosexualité). Alors nous demande le premier ministre pour agir le plus vite dans

l'intérêt de tout religion. LGBT li juste ene SECTE de personne. NI li ene religion et NI li reconnaître par la constitution. Donc, qui faire besoin faire sa banne exceptions la qui après pour amène malédiction dans pays. Faudre pas protége ene sect indécence et détruire banne religion respectable », estime le Maulana.

Au centre Idrice Goomany hier

Le CDI sensibilise sur la cause palestinienne

25 points. Le Centre de Documentation sur l'Islam a mis en avant 25 points documentés pour informer sur la Palestine, Jérusalem et Bilaad Ash Sham (la Syrie) alors le conflit palestino-israélien s'intensifie de jour en jours.

Pour Yousoof Joomun, responsable du CDI, la cause palestinienne a rassemblé les frères Musulmans de tous bords à travers le monde. D'ailleurs, une réunion s'est tenue hier, samedi 14 octobre, au Centre Idrice Goomany à la Plaine-Verte, où des participants de toutes les écoles de pensée se sont réunis pour dénoncer le massacre contre le peuple palestinien, mais aussi sensibiliser sur la cause palestinienne.

« C'est une occasion de s'unir pour une cause commune. Nou invite tou dimounn vinn pren documentation ek information lor la Palestine, Jérusalem ek La Syrie pour ki nou comprend bann enjeux de sa conflit la », dit-il.

Questions à...

Jean-Marie Richard

« De 2015 à ce jour, l'ONU a pris 140 résolutions blâmant Israël, mais qu'est-ce que cela a changé ? »

Il est un ardent défenseur de la cause palestinienne. Jean Marie Richard, homme de communication, suit passionnément ce dossier depuis ses années étudiantes et n'hésite pas à se faire entendre sur le sujet. De La Réunion où il se trouve en ce moment pour des raisons médicales, il a quand même trouvé le temps de nous répondre. C'est dire combien cette cause lui est chère. Outre le Jérusalem qu'il a visité à plusieurs reprises, il s'est aussi rendu en Palestine, où il est resté pendant un mois, en 2017. Il retrace pour nous l'historique du conflit et nous livre ses sentiments sur toute la question...

Q : La cause palestinienne est souvent associée à la communauté musulmane. Faut-il être nécessairement Musulman pour défendre cette cause ?

La cause palestinienne va bien au-delà en matière de droits humains, dont celui de professer la religion de son choix. La cause palestinienne est une des violations incessantes depuis le début du 20ème siècle dans la foulée de la Déclaration de Lord Balfour en 1917 au mouvement sioniste. Rappelons que ce mouvement était intrinsèquement laïc, non-religieux et très inspiré de la pensée marxiste-léniniste à la base de la révolution d'octobre en Russie. Au fil du temps, le mouvement s'est radicalisé et nous avons aujourd'hui un ersatz fascisant prônant la supériorité raciale et deshumanisant la population palestinienne.

Q : Parlez-nous-en...

Ce mouvement, rappelons-le, disposait de milices brutales comprenant le Hagana - dont était issu Menahem Béguin, ancien Premier ministre israélien - qui était à la base de l'attentat contre l'Hôtel King David de Jérusalem, tuant des dizaines de membres et officiers du mandant britannique sur la Palestine. Les Anglais ont renoncé au mandat en 1947 et les Nations Unies ont élaboré un plan des deux États : l'un Juif et l'autre, Palestinien. Un plan qui n'a jamais vu le jour car le mouvement sioniste a unilatéralement procédé à la création unilatérale de l'État d'Israël, assorti d'un déplacement massif de natifs palestiniens de leurs terres et d'une campagne de terreur à leur encontre.

Cet épisode est encore décrit comme la Nakba, la catastrophe de sept millions de Palestiniens. Leurs descendants vivent en exil ou dans des camps de réfugiés permanents - parmi lesquels l'on retrouve des Musulmans, des Chrétiens de toutes dénomination, des Bédouins nomades et des Druzes il faut le préciser. Puis, il y a eu la guerre de 1956 avec l'occupation de la Bande de Gaza, la prise de contrôle de l'esplanade des mosquées, Al Aqsa et le Dôme du Rocher à Jérusalem, sous contrôle du Waqf du Royaume de Jordanie pour terminer l'expansion avec l'occupation de Jérusalem Est et la rive occidentale du Jourdain au mépris des lois internationales.

Q : Et ce n'est pas tout...

Effectivement. Par la suite, *adding insult to injury*, a débuté la création illégale de colonies de peuplement qui ont littéralement fait imploser les territoires occupés. Citons les accords d'Oslo entre le Fatah l'Olp et Israël pour trouver une solution négociée au conflit. Ce processus a lamentablement

échoué en raison des violations systématiques d'Israël à l'encontre de ses engagements à ne plus créer de nouvelles colonies. Il en a résulté les intifadas, l'émergence du Hamas, notamment à Gaza face à une Autorité Palestinienne incapable de faire valoir le bon sens sans le soutien des occidentaux.

Les enfants des intifadas font aujourd'hui partie des commandos du Hamas qui ont déclenché l'opération *Floods of Al Aqsa* en réaction aux provocations systématiques et répétées de l'extrême droite sioniste avec des ministres fascisants du gouvernement Netanyahu. Opération qui, depuis une semaine, a fait des milliers de victimes civiles en Israël, à Gaza et dans les territoires occupés, suite aux frappes de l'armée israélienne.

Q : Ce qui a déclenché de vives émotions de la communauté internationale, subitement réveillée de sa torpeur, n'est-ce pas ?

Ce qui est choquant, c'est cette impression se dégageant que les morts parmi les innocents Palestiniens et leurs familles ne bénéficient pas de la même considération, respect, empathie et valeur que ceux d'Israël

Ce qui est choquant, c'est cette impression se dégageant que les morts parmi les innocents Palestiniens et leurs familles ne bénéficient pas de la même considération, respect, empathie et valeur que ceux d'Israël. Rappelons que le chef de Tsahal a bien qualifié les Palestiniens « *d'animaux devant être traités comme tels* ». Israël a privé les 2,5 millions d'habitants de Gaza - sous blocus depuis 15 ans dans la plus grande prison à ciel ouvert du monde - d'eau, d'électricité, d'essence, de nourriture et de médicaments. Si ce n'est pas une catastrophe humanitaire préméditée et un crime de guerre annoncé, cela y ressemble.

Nous aurons noté le mutisme des grands défenseurs des droits humains que sont les États-Unis et l'Occident qui n'en finissent pas de faire le deuil de leur complexe de culpabilité suite aux pogroms et au harcèlement systématique des juifs européens depuis le bas Moyen Age jusqu'aux camps d'extermination Nazis... Cela dit, l'opération armée menée par le Hamas a ciblé des bases militaires israéliennes. Mais elle a aussi pris pour cibles de très nombreux civils non-armés. Ce qui est inacceptable et que tout humain se doit de dénoncer sans aucune ambiguïté. Dans une escalade placée sous le signe de la vengeance, le gouvernement israélien compte en faire « *payer le prix* » aux Palestiniens de Gaza et à ceux de la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est.

Ce sont plus de deux millions et demi de personnes, hommes, femmes et enfants de la Bande de Gaza, qui se retrouvent de nouveau sous un déluge de bombes, et menacées d'une



expédition punitive de l'armée israélienne. Déjà, les bombardements ont causé plus de 1000 morts, dont de très nombreux enfants, plus de 5000 blessés et des destructions massives.

Q : Vous conviendrez avec moi que c'est un drame humain inimaginable ?

Oui. Après 16 ans de blocus et d'innombrables attaques, les dirigeants israéliens ont décidé de priver d'électricité, de gaz, d'eau et de nourriture l'ensemble de la population de la Bande de Gaza : une punition collective d'une incroyable cruauté, désignée comme un crime de guerre par le droit international, et dénoncée par le Secrétaire Général de l'ONU. Ramener cette complexité à une dimension religieuse étreinte est par définition dangereux et intellectuellement malhonnête et limité.

Q : Mais quels sont les facteurs qui ont mené, selon vous, à cette escalade de violence entre Palestiniens et les forces d'occupation israéliennes ?

Il faut remonter à la violence première et primordiale de la source de cette escalade constante depuis des décennies : la violation systématique du droit des Palestiniens à vivre libres, en paix sur leur terre d'origine, au même titre que tous les peuples, en jouissant du droit à l'autodétermination et pas sous le joug d'une force d'occupation oppressante. Chose qui dure depuis plus de 75 ans sous la férule d'un état et de ce gouvernement Netanyahu qui pratique comme jamais auparavant une politique de suprématie raciale, d'oppression, de provocation, de haine raciale, et de non-reconnaissance de l'humanité.

Bref, de tout ce qui n'est pas affilié au sionisme pur, dur et ignoble, dont sont victimes, rappelons-le, notamment les hommes les femmes, les vieillards et les enfants Palestiniens, les Bédouins, les Chrétiens et les Druzes et également ce qui est peu connu des juifs fondamentalistes, se basant sur une lecture littérale de la Torah, le texte religieux qui fonde le judaïsme et qui épouse le combat des Palestiniens.

Ce n'est donc pas une histoire bipolaire. Il y a des zones d'ombre et des complexités toutes orientales qui ont établi des manières d'être en couches de sédimentation depuis

des millénaires. L’occupation comporte des devoirs de l’occupant dont celui de « protéger les droits des occupés ». Depuis 75 ans, il n’y a eu que le déni de droits et la faillite d’Israël par rapport à ses obligations, tout en violant ouvertement les fondamentaux du droit international face à une communauté internationale totalement tétanisée par rapport à la multiplication terrible des violations de toute nature imposée aux populations palestiniennes.

Sans justifier la violence à l’encontre de civils innocents de part et d’autre, il y a des limites qu’un groupe humain opprimé peut endurer sans réagir d’une certaine façon. Je crains que nous soyons proches du point de non-retour alors qu’il y a une façon directe de mettre fin à ces souffrances de part et d’autre : mettre un terme à l’occupation illégale des territoires et entamer des discussions sur le plan de partition à deux états de 1947. Cela relève malheureusement d’un rêve impossible, au point où nous en sommes rendus.

Q : C’est quand même ahurissant que la souffrance des Palestiniens soit passée sous silence alors que la moindre riposte en Israël est condamnée de toutes parts, comme vous l’avez dit plus tôt. Pourquoi cette hypocrisie ?

Le droit non-contesté car légitime d’Israël à assurer sa sécurité est depuis des décennies de facto une licence pour s’en prendre aux populations civiles et aux enfants. Gaza est certes contrôlée par le Hamas, mais Le Hamas n’est pas les 2,5 millions de civils enfermés à Gaza depuis 15 ans. Toutefois, nul n’est plus sourd que celui qui ne veut rien entendre et il est certain qu’en ce qui concerne les exactions subies par les civils palestiniens, dont des enfants, la communauté et l’opinion internationale dans sa grande majorité joue à l’autruche aveugle et sourde.

Q : N’est-ce pas une situation injuste ?

En effet ! C’est de ce déséquilibre que naît la frustration des Palestiniens face à ce qui relève d’une perpétuation d’une situation scandaleusement injuste. On oublie que l’Autorité Palestinienne, le Fatah et l’OLP ont, depuis les accords d’Oslo, opté pour la solution pacifique et de négociation. Mais le processus d’Oslo est bloqué en raison du non-respect d’Israël de ses engagements et de la non-prolifération des colonies de peuplement et le blocus de Gaza depuis 15 ans. Par ailleurs, ce qui vient de se passer depuis cette semaine établit l’échec flagrant du blocus Israélien sur Gaza, des services de sécurité d’Israël et du manque de vision de Netanyahu et de ses ministres fascisants.

Ils étaient si obnubilés par le fait de contrôler les territoires occupés, d’y établir des colonies illégales, de systématiquement harceler des pèlerins musulmans et chrétiens dans la vieille ville de Jérusalem et ses sanctuaires qu’ils ont sous-estimé la résilience nourrie du désespoir du Hamas à Gaza... Cette succession de drames, tant du côté palestinien qu’israélien, témoigne de l’échec de la politique de répression et d’injustice contre les enfants de la Palestine depuis 75 ans. C’est le philosophe juif Noam Chomsky qui nous rappelle que « le narratif de la Palestine depuis le début est une sordide histoire de colonialisme et d’oppression ».

Q : L’absence de volonté politique de la communauté internationale, principalement de l’ONU, n’est-elle pas la première à être blâmée face à cette situation, ayant systématiquement fait la sourde oreille à l’appel de la Palestine de mettre fin aux violations israéliennes en imposant des sanctions à l’encontre d’Israël ?

Faut-il rappeler que de 2015 à ce jour, l’ONU a pris 140 résolutions blâmant Israël. Qu’est-ce que cela a changé sur le terrain ? Les colonies illégales ont été multipliées, la chappe de plomb sur les territoires occupés s’est renforcie, le nombre de prisonniers palestiniens (7000, dont des enfants)

a continué à augmenter sans qu’ils aient accès à un avocat ni même à un procès, les profanations de certains sites religieux du Christianisme et de l’Islam ont augmenté avec la bienveillance du gouvernement Netanyahu.... Voilà la réalité. Quoi dire de plus ?

La communauté internationale n’a, semble-t-il, pas voulu entendre le ministre israélien de la Défense qui a désigné les habitants de la Bande de Gaza comme des « animaux », et en ce disant, a atteint le summum du racisme et des intentions génocidaires. D’autant plus que Gaza est, depuis, privée d’eau, d’électricité, placée sous siège complet par une des armées les plus puissantes du monde, au mépris des règles de droit de la protection des civils et de la proportionnalité des réactions militaires alors que le peuple palestinien a un droit légitime et incontestable reconnu par le droit international à organiser sa résistance, y compris armée, en se conformant au droit international humanitaire.

Aujourd’hui, je le redis, ce sont plus de deux millions et demi de personnes, hommes, femmes et enfants de la Bande de Gaza, qui se retrouvent de nouveau sous un déluge de bombes, et menacées d’une expédition punitive de l’armée israélienne à l’encontre de toutes les normes du droit international.

“ Ce sont plus de deux millions et demi de personnes, hommes, femmes et enfants de la Bande de Gaza, qui se retrouvent de nouveau sous un déluge de bombes, et menacées d’une expédition punitive de l’armée israélienne ”

Q : Le gouvernement mauricien a été très prompt à condamner les attaques en Israël. Avez-vous noté un rapprochement avec Israël ces derniers temps ? Si oui, cela vous interpelle-t-il ?

Existe-t-il une ligne diplomatique en général au sein de la classe politique mainstream mauricienne comme ce fut le cas pendant un moment ? Rappelons que l’OLP tout comme l’ANC de Nelson Mandela avaient été qualifiés de « terroristes » par certaines icônes de la politique mauricienne des années 70, 80, 90. Il faut reconnaître au MMM et ses corollaires d’avoir reconnu l’OLP en 1982. Cela dit, il faut reconnaître que c’est Xavier Duval, en tant qu’ancien DPM, qui avait invité à Maurice,

la ministre de l’Autorité Palestinienne responsable du Tourisme et des Antiquités, Mme Ruhla Amaya. Elle était suivie de peu par Mme. Vera Baboun, passionaria de la lutte palestinienne, ancienne Maire de Bethléem et aujourd’hui ambassadrice de Palestine au Chili, qui compte une diaspora de 300 000 Palestiniens. Ces deux personnalités, comme tant d’autres, sont de confession chrétienne, tout comme l’était l’épouse de Yasser Arafat.

Pour revenir au microcosme mauricien, il y a une méconnaissance de l’histoire du présent et des enjeux géopolitiques. La question palestinienne est vue sous son angle ethno-religieux et comment chaque positionnement peut faire engranger des voix aux prochaines élections. Car finalement, l’incursion du Hamas en Israël était une incursion de Palestiniens confinés pendant 15 ans sur le reste de leur territoire d’origine. Avant 1948 et la Nakba aux conséquences dramatiques, trouvez-moi une carte du monde mentionnant Israël. Il n’y en a pas. Toutefois, depuis 48 ans, Israël existe et a le droit d’exister et à assurer sa sécurité, mais certainement pas au détriment des droits naturels des Palestiniens.

Voilà l’enjeu et il serait souhaitable que toutes les alliances et partis politiques briguant les suffrages aux prochaines élections générales établissent clairement leur réflexion et leur position par rapport à cette question au chapitre de la géopolitique et diplomatique entourant le Moyen Orient et la Palestine, en particulier.

Q : A Rodrigues également, le Conseil exécutif a signé un MoU avec une compagnie israélienne pour atténuer le problème d’eau. Une démarche que vous contestez...

Et que je situe dans une perspective politique éthique et solidaire. L’Association *Friends of Al Aqsa (Mauritius Chapter)*, en solidarité avec le peuple palestinien victime de la spoliation de ses ressources aquifères par l’Etat d’Israël.



MEKOROT, puisque c’est de cette société qu’il s’agit, est un des bras exécutant du quasi apartheid que subit la population palestinienne entre autres, dans les territoires occupés. Mekorot est responsable complice de violations des droits à l’eau depuis les années 1950, date à laquelle elle a construit le transporteur national d’eau d’Israël, qui détourne l’eau du Jourdain de la Cisjordanie et de la Jordanie pour desservir les communautés israéliennes le long de la côte et dans le désert du sud.

En même temps, il prive la communauté palestinienne de la possibilité d’accéder à cette eau qui lui appartient. Mekorot discrimine donc systématiquement les Palestiniens. Il faut faire ressortir que la consommation palestinienne dans les territoires occupés est de moins de 70 litres par jour et par personne, bien en-dessous des 100 litres par habitant recommandés par l’Organisation mondiale de la santé (OMS). Avouez qu’il y a de quoi se poser des questions même si nous reconnaissons la nécessité urgente de trouver des solutions durables à la grave situation de l’eau à Rodrigues.

Il existe d’autres partenaires potentiels plus en ligne avec l’ethos de solidarité nationale. Il convient de faire preuve d’un minimum de décence. Pour rappel, avec l’arrêt de la desserte en eau à Gaza décrété par Israël, c’est Mekorot qui va fermer les vannes, se rendant ainsi complice d’un crime contre l’humanité et contre 2, 5 millions d’habitants de la bande de Gaza.

Q : Ne doit-on pas, dans ce contexte, faire une croix sur le soutien du gouvernement mauricien en faveur de la cause palestinienne lors des forums internationaux ?

Il est important de faire ressortir que de 2015 à 2022, l’Assemblée générale des Nations Unies a adopté 140 résolutions condamnant Israël. Des résolutions auxquelles la République de Maurice a été partie prenante. Maurice est membre de l’Union africaine qui a refusé l’accès au représentant Israélien lors de sa dernière Assemblée Générale. Ces deux institutions nous ont soutenu pour notre revendication par rapport aux Chagos.

Dans son dernier communiqué, le ministère des Affaires étrangères mauricien a réitéré son attachement à la politique des deux états remontant à la résolution de 1947 de l’ONU, mise à mal et rendue inapplicables par la création unilatérale de l’Etat d’Israël en 1948. Une création accompagnée de la spoliation, du vol crapuleux des terres soutenus par la Nakba. En même temps, le ministère mauricien des Affaires étrangères situe la ville de Bethleem en « Israël » alors que cette localité se trouve dans les territoires occupés par Israël au mépris du droit international depuis 1967. *Which is which ?*

Je pense qu’une mise à jour claire et progressive de notre diplomatie à l’égard de la question palestinienne et de la situation au Moyen Orient s’impose et que tous les partis participant aux prochaines élections nous fassent part, dans leur programme, de leur positionnement sur le plan de la politique internationale et de la géopolitique.

Nusaybah Mandarun : « Avoir un impact sur la vie des autres m'a poussée vers l'entrepreneuriat »

Le marketing est une nécessité pour de nombreuses entreprises afin de pouvoir innover et croître. Cette semaine, nous faisons la connaissance de Nusaybah Mandarun, une jeune entrepreneure. À seulement 24 ans, cette habitante de Bambous nous raconte son parcours. Intelligente, passionnée et ambitieuse, elle met en avant ses atouts pour aider les autres. Elle est entrepreneure dans le domaine du marketing de réseau, domaine qui l'a toujours passionnée et qui semble être une vocation. De plus, elle a un engouement pour son métier de maquilleuse et coiffeuse, qu'elle exerce en parallèle. « J'ai toujours souhaité être mon propre patron, c'est pour cela que j'ai choisi ce métier de marketing », dit-elle.

Son entreprise de marketing mult niveau est un modèle commercial de base, qui offre le potentiel de transformer une entreprise indépendante en une entreprise prospère. Il permet de gagner une prime pour constituer et développer une équipe, et l'aider à réaliser des ventes. À mesure qu'elle se développe, constitue une équipe et augmente ses ventes, elle progresse dans le plan marketing pour augmenter ses revenus et ses avantages. Contrairement à de nombreuses autres solutions de marketing de réseau, une fois qu'une promotion est obtenue, elle demeure indéfiniment et ne peut être dépassée. Ce plan de compensation a permis de former de nombreux leaders à Maurice, et s'est avéré efficace selon elle.

Elle raconte que cette idée lui est venue lorsqu'un de ses amis l'a approchée pour lui proposer une opportunité incroyable qui cohabitait toutes les cases pour elle : elle aurait du temps pour sa famille, développerait de nouvelles compétences, améliorerait son savoir en matière de développement personnel, rencontrerait des gens extraordinaires en ligne et hors ligne tous les jours, et bien sûr, cela générerait des bénéfices. « Ce fut une décision importante à prendre, car investir et lancer une entreprise est loin d'être simple. Le plus difficile est de prendre la décision d'agir, le reste dépend de la persévérance, car sortir de sa zone de confort est la clé de la croissance. Que ce soit en affaires ou pour le bien-être personnel, nous devons prendre conscience de nous-mêmes, faire des choix disciplinés et faire face à nos peurs », explique-t-elle.

Revenant sur son parcours, la jeune femme avance qu'au début, c'était compliqué. Elle n'était pas prête à affronter la peur de faire face aux gens ainsi que le rejet, était très timide et introvertie. Elle a même commencé à douter de ses capacités, malgré son potentiel. Cependant, pour être honnête, elle confie n'avoir jamais abandonné ses rêves.

« Aujourd'hui, j'accompagne les gens du stade des débuts au succès. Je coache et enseigne à d'autres personnes comment faire de même et générer un deuxième revenu pour les aider à atteindre leurs

objectifs. Ce qui m'a le plus aidée, ce sont l'autodiscipline, la cohérence, la résilience et le fait de prendre des mesures pour m'améliorer. J'ai pris le temps de visionner des vidéos de motivation, de suivre des formations proposées dans mon entreprise, et j'ai également suivi d'autres personnalités publiques et experts du marketing de réseau en ligne pour bénéficier de leur enseignement sur la confiance en soi. J'ai mis ces enseignements en pratique, car apprendre et prendre des notes sans passer à l'action ne donnent pas de résultats concrets. Je ressens une immense gratitude envers mes mentors, Mme. Prema Teepoo et M. Janesh Torul, qui ont joué un rôle majeur dans mon évolution et ma croissance. Ce sont eux qui ont cru en moi et m'ont donné l'opportunité de prendre le leadership en main, afin que je puisse servir de source d'inspiration pour ceux qui avaient abandonné tôt. Pour être honnête, l'entrepreneuriat est un défi de taille, mais la liberté que l'on a quand on n'est pas entouré d'un patron ou d'un environnement toxique est un moteur », exprime Nusayba avec fierté.

Quant à la raison pour laquelle elle a fait ce choix parmi tant de possibilités professionnelles, notre interlocutrice soutient qu'elle a toujours aspiré à créer une vie où elle n'aurait pas besoin de prendre de vacances ! Lorsqu'on lui a présenté cette opportunité, elle était hésitante au début. Cependant, au fil de sa participation à divers événements et séminaires, elle a réalisé la puissance du marketing de réseau, qui connaît une croissance fulgurante. Elle croit fermement en cette citation de Bill Gates : « Si on me donnait la chance de tout recommencer, je choisirais le marketing de réseau. »

« Contrairement au trading, la raison pour laquelle j'ai choisi ce plan est qu'il s'agit d'une activité sans risque, puisque vous travaillez avec des produits. Vous pouvez le faire à temps partiel ou à plein temps, sans mettre en péril votre situation actuelle. La meilleure partie du marketing mult niveau est que vous avez accès au marché international. La flexibilité et la liberté que j'ai pu acquérir m'ont permis de vivre de nombreuses expériences, et de réaliser mon objectif d'un style de vie libre, où je peux aller où je veux, quand je veux. Générer des revenus récurrents grâce à mon téléphone et travailler sur les réseaux sociaux est devenu une réalité. Bien sûr, cela peut sembler facile, mais travailler en ligne, c'est tout aussi exigeant qu'un travail en présentiel. On rencontre toutes sortes de personnes sur le terrain, et on doit faire face à de nombreux refus. Cependant, je crois que chaque personne a le potentiel de repenser sa vie ou de la changer. Je crois en chaque individu », rapporte la jeune femme.

Après avoir fait face à de nombreux refus de la part d'amis et de proches, elle a commencé à douter du fait que cette profession lui convienne. Peut-être n'était-elle pas faite pour réussir dans ce domaine, pensait-elle. Mais comme le dit la citation,

« L'herbe n'est pas plus verte ailleurs que là où vous l'arrosez ». Son plus grand défi a donc été de se remotiver et de changer son état d'esprit. Elle a dû modifier son discours intérieur en se répétant : « Je peux le faire ! ». « J'ai dû recentrer mon esprit pour être plus positive et prête à affronter tout ce qui se présentait. J'ai lu de plus en plus de livres sur le développement personnel et la croissance. Nous devons simplement nous mettre au défi et faire tout ce qu'il faut pour mettre fin à notre misère, à nos souffrances et à nos douleurs, car ce qui ne vous met pas au défi ne vous changera pas ! », explique-t-elle.

Issue d'une famille de classe moyenne, Nusaybah a toujours vu ses parents travailler dur et faire de nombreux sacrifices pour leur offrir, à sa sœur et elle, ce dont elles avaient besoin. « Je leur suis profondément reconnaissante, et je suis déterminée à tout faire pour leur rendre la pareille et les rendre fiers de l'éducation qu'ils nous ont offerte. Je veux accomplir quelque chose d'extraordinaire pour mes parents, leur procurer un sentiment de soulagement. Personne ne naît avec un destin tout tracé, et nous avons le pouvoir de changer. Tout ce dont vous avez besoin, c'est de décider de la manière dont vous vous percevez. Mon objectif est de faire une différence dans la vie des autres, car même un petit impact peut avoir des répercussions majeures », confie-t-elle.

« Pour diriger les autres efficacement, il est essentiel de se diriger d'abord. Le leadership personnel implique une compréhension approfondie de ses forces, de ses faiblesses, de ses valeurs et de ses objectifs. Je cultive ces aspects de ma personnalité afin de motiver les autres. La conscience de soi, la fixation d'objectifs, l'état d'esprit de croissance, la gestion du temps, l'autodiscipline, l'intelligence émotionnelle et l'apprentissage continu sont autant de piliers de mon approche. Le leadership est un processus continu qui requiert de la réflexion, de l'autodiscipline et un engagement envers la croissance personnelle. En menant ma propre vie de front, je suis mieux préparée pour inspirer, motiver et guider les autres en tant que leader. Ma visibilité se manifeste tant en ligne qu'en personne, et elle se reflète dans mon comportement, ma personnalité, ma préparation personnelle, ma prise de décision, ma capacité à nouer de nouvelles amitiés et à influencer la vie des autres. Je crois que mon histoire est puissante et peut inciter quelqu'un à repenser ses choix et le motiver à agir », ajoute-t-elle.

La pandémie a été une période très difficile pour la jeune entrepreneure. Elle était encore dans sa zone de confort, axée sur sa

carrière de maquilleuse, mais les restrictions liées aux mariages ont compliqué sa situation financière. Elle a ressenti le besoin de trouver un deuxième revenu, et c'est à ce moment-là qu'une opportunité incroyable s'est présentée à elle. La décision qu'elle a alors prise est l'une dont elle est la plus fière, car elle a défini la personne qu'elle est en train de devenir. « Si quelqu'un m'avait dit il y a deux ans que je serais coach et leader, je lui aurais probablement ri au nez », dit-elle.

« Le succès est le résultat d'actions quotidiennes, et soit vous progressez, soit vous régressez, il n'y a pas de demi-mesure. Pour être honnête, je porte toujours ma casquette de coach. Pour moi, l'intégrité est la clé. Je me présente tous les jours pour prouver que ma personne et mon entreprise sont dignes de confiance, car on ne sait jamais qui pourrait avoir besoin de mes services. Cependant, lorsque je ne suis pas dans ce rôle, je consacre probablement mon temps précieux à ma famille, en particulier à mon neveu, qui est ma principale source de bonheur », exprime-t-elle de par son expérience.

« Je ne suis pas perfectionniste, je suis cohérente. La perfection est votre seul et unique ennemi si vous voulez réussir. Être perfectionniste vous empêchera de démarrer, vous empêchera de refaire quelque chose après avoir « raté », vous empêchera de créer l'élan nécessaire pour devenir bon dans quoi que ce soit. La perfection n'arrive jamais du premier coup, elle vient d'une action cohérente à long terme. Je m'efforce non pas d'incarner la réussite, mais plutôt d'être une personne de valeur », conclut-elle.

■ Anouskha Bhugaloo



Palestine: Unity amidst common threats

The Muslim World should understand now the importance of unity among Islamic nations in confronting common threats, including the Israeli government. It is impossible to effectively counter these threats without a unified front among Muslim countries. This call for unity is a timely reminder of the challenges faced by the Muslim world and the strength that comes from solidarity.

France, US, Germany, Italy, UK have united instantly to support Israel in their devilish intentions to raze Gaza to the ground and have pledged full solidarity amid the ongoing wave of violence and an outrageous Israeli siege, which is currently depriving civilians in the Gaza Strip from basic human necessities such as electricity, water and food. The same authorities have failed to condemn incessant Israeli attacks on Gaza and Palestinians over the years, the country's illegal settlement expansions in violation of U.N. resolutions, the raiding of houses of worship and a countless number of human rights violations against the indigenous Palestinian population. On the other hand, only few Muslim countries have timidly voice out their support and assistance for the cause of Hamas.

There is a dire need for resolving problems and misunderstandings among Muslim countries through dialogue, so that they can talk in a same voice and work for the common good of the Muslim community. In a world marked by complex geopolitical tensions, open and respectful communication becomes an essential tool for conflict resolution. This approach not only promotes peace and stability but also fosters understanding among nations with differing perspectives and interests. They should take firm stance against

the desecration of the Holy Quran and Islamic sanctities, highlighting the importance of freedom of speech that does not threaten the rights and freedoms of others. This stance reflects the delicate balance that many nations seek between upholding freedom of expression and protecting religious sensitivities. This Islamic principle should serve as a reminder of the responsibility that comes with exercising freedom of speech in a diverse and interconnected world.

However, they must acknowledge the significant role Iran plays in the Muslim world. This recognition of Iran's position underscores the potential for Iran to contribute positively to regional and global issues. It also serves as

to millions of displaced Afghans, highlighting the interconnectedness of nations in addressing humanitarian crises and the potential regional impact of developments in Afghanistan. There should be political dialogue between Saudi Arabia and Yemen, reaffirming Iran's commitment to regional stability through diplomatic conflict resolution. Furthermore, they should recognised the importance of the Muslim world's support for Palestine, its people, and their resistance to the ongoing Palestinian-Israeli conflict.



By Bashir Nuckchady

global issues. The importance of dialogue, cooperation, and unity among Muslim nations in addressing common threats and challenges should be exemplified. It underscores the need for protecting Islamic sanctities while respecting freedom of speech and highlights Iran's role as a key player in the Muslim world. Moreover, Iran's stance on critical regional issues like Afghanistan, Yemen, and Palestine underscores its commitment to diplomatic solutions and regional stability. As the Muslim world faces evolving challenges, the message of unity and dialogue resonates as a beacon of hope for a brighter future.

They should call on the international community, especially the actors in the international arena, to correct the historical injustice inflicted on the Palestinian people by ending the Israeli colonial occupation and enabling the Palestinians to regain their legitimate rights, including their right to return, and the establishment of their independent state on the borders of June 4, 1967, with East Al-Quds as its capital, and the realization of the vision of the two-state solution based on the relevant United Nations resolutions and the Arab Peace Initiative, which still represents, with all its elements and natural sequence, a political and legal reference and a historic opportunity to achieve peace.

Finally, the whole Muslim community shows its appreciation and admiration for the Palestinian people who are steadfast in their land, defending their sanctities, it reaffirms its solidarity and unwavering support for its legitimate national rights and calls for strengthening support, solidarity, and support for the city of Al-Quds and its stationed people.



an invitation for Iran to continue its constructive engagement within the Organisation of Islamic Cooperation (OIC) and the broader international community. They should put on high records, Iran's stance on critical matters affecting the Muslim world. Iran's role as a host

Furthermore, they should express satisfaction with the positive negotiations between Iran and Saudi Arabia, signaling a potential shift in regional dynamics and a dedication to constructive engagement. These insights provide a glimpse into Iran's multifaceted approach to regional and

Communiqué de Presse sur La Palestine

Le Muslim Citizen Council (MCC) est très préoccupé par la dangereuse escalade d'un niveau élevé de violence entre Palestiniens et les forces d'occupation israéliennes.

Nous n'avons pas besoin d'être musulmans pour soutenir la cause palestinienne ; nous avons seulement besoin d'être des humains.

Le monde entier a exhorté les Nations Unies à intervenir pour mettre fin immédiatement aux opérations militaires à Gaza, et au cycle de confrontation armée entre les deux parties.

Malgré des centaines de résolutions

des Nations Unies critiquant Israël, principalement pour son traitement des Palestiniens, la mise en œuvre continue par Israël de ses politiques violentes et extrémistes est une bombe à retardement privant la région de toute opportunité sérieuse de stabilité dans un avenir proche.

Le MCC affirme que tout le monde souffrira des conséquences de cette escalade et de la violence mutuelle, soulignant l'importance que tout le monde travaille pour une paix juste et globale, et arrête toutes les pratiques qui sapent les chances de paix, afin de parvenir à une solution à cette question cruciale, qui devrait être au premier plan

des questions internationales urgentes et douloureuses.

De nouvelles confrontations bloqueront pendant longtemps tout effort en vue d'une solution pacifique au conflit israélo-palestinien. La violence et la terreur ne font que perpétuer la souffrance et entraver le chemin du dialogue.

Le MCC appelle à une action immédiate en vue de la cessation complète de la violence et de la libération de tous les civils qui ont été emmenés en captivité, et nous nous alignons sur le Programme alimentaire mondial des Nations Unies en appelant à la création de corridors humanitaires pour apporter de la

nourriture à Gaza.

De plus, le MCC exhorte notre gouvernement à utiliser son influence lors du forum international contre la violence et le traitement inhumain sans précédent contre un peuple qui a perdu ses terres et qui est victime d'injustice depuis 75 ans.

Le Secrétariat
MCC
10 octobre 2023

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Decriminalising homosexuality

A large number of people question the teachings of the Holy Books of the various religions while a small number reject them as make-believe tales or opium of the people. However a majority of people take heed of the advice of doctors, follow scrupulously their prescriptions and pass on the advice to fellow human beings.

A new breed of people rejects both religious teachings and doctors' advice. The fate of the inhabitants of Sodom and Gomorah does not move them nor does the "scientific evidence" that homosexuality is responsible for multiple sexually transmitted diseases. Those joining the fray are the "learned" fraternity of lawyers and judges.

The judgement of our law courts on same-sex relationship has made headlines not only in our tiny island but has been relayed across the world capitals and won congratulations of the world judiciary. Our island has won another place in the league of famous countries and that would attract LGBTs queuing with other tourists to enjoy the natural beauty of our island and the freedom of same-sex relationships.

When I was younger, bicycles were a privileged mode of transport. Each family had at least one. A common defect in the manufacture of the two-wheeler was found in the weak chain that would break and immobilize the bicycle. I would take mine to the mechanic who would say that I had lost one "male or female" link and the chain could not be re-connected. He would then get a "male or female" link from a chain, not in use and reserved specially for joining those broken ones, from his tool kit and place it between both ends of the "same sex" broken chain. And off I would go pedaling frantically.

Electricians in those days were also using "male and female", like ... you need to strike a Male electrically charged wire against a female one to "casse dife".

It looks like our old folks had the wisdom of sexual relations that should normally shame our "learned" community who question common sense.

The prayer that shocked the world

When Minister Joe Wright was asked to open the new session of the Kansas Senate, everyone was expecting the usual generalities, but this is what they heard: "Heavenly Father, we come before you today to ask your forgiveness and to seek your direction and guidance. We know Your Word says, "Woe to those who call evil good", but that is exactly what we have done. We have lost our spiritual equilibrium and reversed our values.

- * We have exploited the poor and called it the lottery.
- * We have rewarded laziness and called it welfare.
- * We have killed our unborn and called it choice.
- * We have shot anti-abortionists and called it justifiable.
- * We have neglected to discipline our children and called it building self-esteem.
- * We have abused power and called it politics.
- * We have coveted our neighbour's possessions and called it ambition.
- * We have polluted the air with profanity and pornography and called it freedom of expression.
- * We have ridiculed the time-honoured values of our forefathers and called it enlightenment.

Search us, Oh, God, and know our hearts today; cleanse us from every sin and set us free. Amen!"

With the Lord's help, may this prayer sweep over our nation and wholeheartedly become our desire so that we again can be called: "one nation under God."

■ Dawood Auleear

Inspiring Young Women Awards 2023

MAAAJ récompense des jeunes femmes méritantes



Le groupe MAAAJ a organisé une fonction pour récompenser de jeunes femmes méritantes qui se distinguent dans plusieurs domaines. Une quinzaine de femmes se sont ainsi vues décerner le titre de « Inspiring Yound Women Awards

2023 ». L'événement a été sponsorisé par 'Qruhan Consulting Services Ltd' et 'Mauritius Attractions'. À noter que MAAAJ est affilié à 'The Entrepreneur Network International', 'WE Champions International' et 'Successworld1'.

RAMA VALAYDEN BAR AT LAW

This 13th of October 2023

To,

Honourable Pravind Kumar Jugnauth
Prime Minister
Government House
Port-Louis

Honourable Prime Minister,

In Re: Contribution for the Palestinian Refugees following uregnt appeal of Antonio Guterres General Secretary of the United Nations

I am humbly imploring you on my knees for the Republic of Mauritius to immediately contribute a sum of no less than one million Dollars to the United Nations Fund so as to help to temper the ordeal that the Palestinian civilians are facing following the non-stop bombing onslaught.

You are fully aware that the Palestinians are facing nightmarish conditions (no water, no electricity, no hospital, no medicine, no school....) and our Republic can't remain blind to all those horrors. Is Israel manufacturing a strategy for genocide? History will tell! Collective punishment is against international law and yet it is being carried before our own impotent eyes.

The Gaza residents have been told to move south as Israel prepares for expected ground assault. What does it entail? It entails that inside the Gaza strip there will be another enclave where Palestinians will be behind barbed wire. The biggest open prison will become the greatest centre of cruelty.

I again pray that you do the needful with a sense of emergency.

Thanking you beforehand.

Yours in Peace,

Rama Valayden

303 STERLING HOUSE-LISLET GEOFFROY STREET - PORT LOUIS - MAURITIUS

Tel: (230) 2106648 - Fax: (230) 2127982

Email: valaydenchambers@gmail.com

Leve Frer, Leve Ser, pu leker Bilaad Us Shaam

Leve Frer
Leve Ser
Li p brile to la Ter
Toi to p amiser la Mer
Aret fer Ler

Palestin so di sang p Couler
Amba to kamli Toi to p Couver
To frer, to ser, la ba p Touffer
To frer, to ser, la ba p Soufer

Frer, Lever
Ser, Lever

Lever pu Tahajjud
Ress das Sujjud
Plorer dan Sujjud
Implorer dan Sujjud

Palestine c leker Bilaad Us
Shaam
Pu liber Palestin, Pavillon Nwar
biento pu Lever depi Khorasan

Palestine c la mem ki Sayyidina
Muhammad (ki la paix lor li),
ti Lever
Par la mem ki Qiyamat so la
plaine pu Dresser
Et to balance pu Pezer

Palestin, leker Bilaad Us
Shaam, c laba mem ki pu sorti
Nou Imam, Nou Leader
Pu li mem p deman twa lor la
neize Ramper
Pu ki ansam avek lezot frer, ser
- Nu later to Liberer

Frer, Lever
Ser, Lever

Leve pu Tahajjud
Ress das Sujjud
Plorer dan Sujjud
Implorer dan Sujjud

■ AI Quds

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Les frappes sur Gaza ne sont « que le début », affirme Benjamin Netanyahu

Durant les dernières 24 heures, l'armée israélienne a mené plusieurs incursions terrestres dans la bande de Gaza, à la recherche de terroristes et d'armements.

Près d'une semaine après l'attaque du Hamas, l'armée israélienne a annoncé, vendredi 13 octobre, avoir mené des « raids localisés à l'intérieur du territoire de la bande de Gaza » au cours des 24 dernières heures.

Ces incursions au sol avaient pour objectif de rechercher des « terroristes » et de « l'armement », précise le communiqué. Elles avaient également pour objectif de préparer une offensive terrestre, qui est attendue dans ce territoire palestinien densément peuplé. Durant ces opérations, des efforts ont également été déployés « pour retrouver des personnes disparues », a ajouté l'armée.

Les soldats ont également « démantelé des cellules terroristes et des infrastructures », notamment « une cellule du Hamas qui a tiré des missiles antichars en direction du territoire israélien », selon le communiqué.

L'armée a déclenché la guerre après l'attaque sanglante du mouvement islamiste palestinien Hamas, le 7 octobre, à partir de la bande de Gaza contre Israël, qui pilonne depuis sans répit ce petit territoire pauvre, en état de siège.

Plus de 1 900 morts côté palestinien

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a commenté ces incursions et les frappes en cours sur la



bande de Gaza en affirmant que ce n'était « que le début » de la riposte de l'armée israélienne. « Nos ennemis n'ont que commencé à payer le prix. Je ne peux pas divulguer de quoi est faite la suite, mais je vous dis, c'est juste le début », a-t-il poursuivi lors d'un discours à la nation.

Depuis le 7 octobre, plus de 1 900 Palestiniens, parmi lesquels 614 enfants, 370 femmes et de nombreux civils, selon les autorités locales, sont déjà morts dans la bande de Gaza. Près de 7 700 personnes ont également été blessées dans ces frappes.

« Nous nous battons comme des lions pour notre maison, a continué le Premier ministre israélien. Nous ne pardonnerons et n'oublierons jamais les actes barbares de nos ennemis et nous ne laisserons ni le monde ni quiconque oublier ces horreurs infligées au peuple juif », a-t-il ajouté. « Nous veillons à ce que la guerre continue grâce aux munitions et aux armes qui sont en route vers Israël. »

La Ligue Arabe demande « la cessation immédiate de la guerre israélienne contre la bande de Gaza »

Autour de la table, pas un seul représentant de la Ligue ne manque à l'appel. Le ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne hausse le ton. Pendant de longues minutes, il exige la fin de l'agression israélienne.

À l'issue du Conseil, les membres de la Ligue adoptent une résolution formelle. Document détaillé par le secrétaire général adjoint de la Ligue, Hossam Zaki : « Nous demandons la cessation immédiate de la guerre israélienne contre la bande de Gaza et l'escalade dans la bande et ses environs. Appelons toutes les parties à faire preuve de retenue et mettons



en garde contre les répercussions humanitaires et sécuritaires catastrophiques ».

La Ligue réclame la levée du siège, et dénonce les violations du droit international par Israël. « Demandons l'annulation des décisions injustes d'Israël de cesser de fournir l'eau et l'électricité à Gaza. Et d'autoriser immédiatement l'entrée de l'aide humanitaire, nourriture et carburant, y compris par l'intermédiaire des organisations des Nations unies. »

La Ligue rappelle dans sa résolution la nécessité du respect de la solution à deux États, « qui répond à tous les droits légitimes du peuple palestinien, notamment son droit à établir son État indépendant ».

Guerre Israël-Hamas : À Amman, des milliers de Jordaniens manifestent leur soutien à la cause palestinienne

Cela fait des jours que les rues de la Jordanie s'agitent, manifestant leur soutien aux Palestiniens de Gaza et dénonçant les accords de paix qui lient le royaume à Israël. Vendredi 13 octobre, l'effervescence s'est transformée en fièvre, lorsque des milliers de manifestants – jusqu'à 20 000 selon l'Agence France-Presse – se sont rassemblés dans le centre d'Amman. Les jeunes sont là en force, venus des quartiers dorés ou déshérités de la capitale. Ils réclament l'ouverture des frontières, scandent le nom de la Palestine, et celui de la mosquée Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam, situé à Jérusalem.



La Russie va construire une centrale nucléaire au Burkina Faso et conclut un accord avec le Mali

Moscou cherche à renforcer ses liens diplomatiques et sécuritaires avec l'Afrique depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, faisant concurrence, dans certains pays à la France.

La Russie a annoncé, vendredi 13 octobre, avoir signé des accords avec le Mali et le Burkina Faso, dans le but d'y développer le secteur nucléaire civil. Ces accords ont été finalisés à l'occasion de la Semaine russe de l'énergie qui se tenait à Moscou.

« Le gouvernement du Burkina Faso a signé un mémorandum d'entente pour la construction d'une centrale nucléaire », confirme Ouagadougou dans un communiqué. « La construction de cette centrale nucléaire a pour objectif de couvrir les besoins énergétiques des populations. »

Le Burkina Faso importe une grande partie de son électricité auprès de ses voisins. Fin 2020, seuls 22,5 % des Burkinabè avaient accès à l'électricité, selon des chiffres de la Banque africaine de développement.

L'agence russe de l'énergie atomique, Rosatom, a par ailleurs annoncé vendredi avoir signé avec le Mali voisin un accord de coopération



« une compétition entre la Chine et la Russie sur le continent » en matière d'investissement dans les centrales nucléaires.

Depuis l'arrivée au pouvoir du capitaine Ibrahim Traoré, le Burkina s'est éloigné de la France, partenaire historique et ancienne puissance coloniale, en obtenant notamment le départ

des soldats français de son sol en février.

Concernant le Mali, Les relations avec la France, ancienne puissance coloniale engagée militairement au côté de l'armée malienne contre les djihadistes depuis 2013, se sont fortement détériorées depuis que des colonels ont pris le pouvoir par la force à Bamako, en août 2020. La junte a poussé les forces françaises vers la sortie en 2022 et s'est tournée politiquement et militairement vers la Russie. En janvier 2022, elle a expulsé l'ambassadeur français.

De son côté, la Russie cherche à renforcer ses liens diplomatiques et sécuritaires avec l'Afrique depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, faisant concurrence, dans certains pays à la France.

pour développer le nucléaire civil. Selon elle, le document porte avant tout sur le « développement de l'infrastructure nucléaire du Mali », la « formation du personnel, des installations de recherche nucléaire et de l'énergie nucléaire » et la « sensibilisation du public » à cette énergie.

Une seule centrale nucléaire sur le continent

Le continent africain ne compte pour l'heure qu'une seule centrale nucléaire, en Afrique du Sud à Koeberg, près du Cap. Selon la chercheuse sud-africaine spécialisée en structure nucléaire, Iyabo Usman, le Burkina Faso « n'a pas assez de personnel qualifié pour faire fonctionner cette centrale nucléaire » et devra faire appel à du personnel étranger. Elle évoque par ailleurs

Vandoorne espère garder sa place chez Aston Martin en 2024

Après avoir ajouté un programme Endurance à son agenda, Stoffel Vandoorne espère tout de même convaincre Aston Martin de le conserver comme pilote de réserve F1 en 2024.

Confirmé chez DS Penske en Formule E ce jeudi, Stoffel Vandoorne aura un programme de compétition chargé en 2024 puisque cette annonce est intervenue une semaine après celle de sa titularisation chez Peugeot en Endurance. Le pilote belge espère néanmoins que cet agenda ne lui fermera pas totalement la porte de la Formule 1, où il espère conserver son rôle de réserviste chez Aston Martin, qu'il partage cette année avec Felipe Drugovich.

«Ça devient évidemment très chargé, et il n'y a pas beaucoup de jours dans l'année pour tout ça», admet Stoffel Vandoorne auprès de **Motorsport.com**. «Mais je pense que ça reste possible d'être impliqué chez Aston. Ça demande assurément un peu de gestion avec toutes les parties, et tout le monde doit être très conscient de ce que sont les priorités et mes disponibilités.»



«Tant que tout le monde est sur la même longueur d'onde là-dessus, alors c'est possible. Et je pense par-dessus tout que c'est à moi d'être très clair avec toutes les parties concernant le temps que je peux consacrer mais aussi la manière de gérer mes voyages et mon énergie, car il y a beaucoup de temps passé dans l'avion ! Je dois m'assurer que ça n'affecte pas mon pilotage en course.»

«Il y a bien sûr des courses où ça s'intégrera assez bien si l'on est dans la bonne région. Et d'autres où ce sera sur un autre continent, ce qui n'est pas génial. Ce que je veux éviter, c'est aller d'un continent à l'autre et dépenser

beaucoup d'énergie pour rien.»

Avec un calendrier de Formule 1 qui comptera 24 Grands Prix l'an prochain, Stoffel Vandoorne estime que le rôle de réserviste doit inévitablement se partager entre deux pilotes, et que la possibilité de rester actif en compétition parallèlement est une plus-value.

«Chez Aston Martin, il y a Felipe et moi, on est deux, et c'est nécessaire de diviser ce rôle», insiste le Belge. «Je ne voudrais pas aller sur les 24 courses et ne jamais piloter. Comment peut-on être prêt s'il faut sauter dans la voiture ? Un pilote a toujours besoin de courir, c'est la meilleure préparation. Le bon point, c'est qu'Aston Martin le comprend, ils savent qu'il faut courir pour être en forme et prêt à monter dans la voiture.»

Stoffel Vandoorne se réjouit quoi qu'il en soit de retrouver, à 31 ans, une place de choix en Endurance au sein d'un programme d'usine avec la Peugeot 9X8.

Le baquet brûlant d'Alonso, un problème récurrent chez Aston Martin

Fernando Alonso a dû composer avec un baquet brûlant à Losail, et ce n'était pas une première pour le pilote Aston Martin.

Lors d'un Grand Prix du Qatar particulièrement éprouvant physiquement pour tous les pilotes de Formule 1, Fernando Alonso a vu sa course compliquée encore davantage par une sensation de brûlure dans le cockpit.

«Le baquet brûle, mec», a lancé l'Ibère à la radio. «Est-ce qu'on peut faire quelque chose à barrer au stand ? Jetez-moi de l'eau, faites quelque chose !» Aston Martin n'a pas pu faire grand-chose pour soulager son pilote.

«Je pense que Lance [Stroll] et moi avons eu quelques difficultés avec la température du baquet sur le côté droit», a détaillé Alonso après la course. «J'ai été brûlé dans les 15 premiers tours, alors j'ai même demandé à la radio s'ils pouvaient me jeter de l'eau ou quelque chose lors de l'arrêt au stand, ce qui n'est apparemment pas autorisé. Bref, c'était relativement extrême. On a déjà eu des problèmes, mais aujourd'hui, c'était extrême.»

Avec une chaleur torride, ces conditions n'étaient d'ailleurs pas sans rappeler à Alonso des essais menés avec Toyota pour le Dakar 2020. «J'ai fait un test ici en août avant le Dakar et c'était similaire à aujourd'hui», s'est-il rappelé. «Le Qatar est toujours relativement extrême à cette période de l'année.»

Voici le nouveau design de la DS E-TENSE FE23

L'association DS Automobiles et PENSKE AUTOSPORT a présenté le nouveau design de la DS E-TENSE FE23 pour la saison 10 du championnat du monde de Formule E (2023-2024). Pas de grands changements cela dit mais la voiture renforce sa luminosité et son allure en inversant ses couleurs or et noir, ce qui la rend franchement plus jolie.

La monoplace de l'équipe franco-américaine se pare désormais d'une teinte dorée sur la partie frontale, les pontons et l'ensemble du halo, ce qui réjouit Eugenio Franzetti, le directeur de DS Performance :

«Le moment de la révélation de la livrée est un moment très excitant car il représente le début officiel d'une nouvelle aventure, d'un nouveau challenge, d'une nouvelle saison. Commençons donc cette saison 10 avec une nouvelle DS E-Tense FE23 encore plus belle que l'an dernier. Nous avons travaillé dur pour qu'en plus d'être une belle voiture, la DS E-soit aussi rapide.»

Franchir un cap

Côté performance, on retrouve le groupe moto-propulseur que la monoplace de la saison 9 car les



moteurs sont homologués pour une durée de deux ans. La voiture sera pilotée par Jean-Eric Vergne, champion de Formule E en 2018 et 2019, et Stoffel Vandoorne, champion du monde en 2022 (et tous les deux ex pilotes de F1 pour Toro Rosso et McLaren).

Ils prendront le départ des tests officiels pré-saison qui se dérouleront à Valence (Espagne) du 24 au 27 octobre prochain. Pour cette nouvelle année, Franzetti ne cache pas les objectifs de DS et Penske : «Grand et réussi, tel est notre rêve ! Tel est notre objectif pour

la saison 10 !»

Il lui faudra cependant plus que de la motivation pour remonter les résultats de l'écurie qui, malgré ses quatre titres et 16 victoires en 105 courses, a fini cinquième chez les constructeurs en saison 9 et loin des meneurs.

DS Penske reconduit Vergne et Vandoorne, Maserati recrute Daruvala

• Les écuries de Formule E du groupe Stellantis ont annoncé leurs duos de pilotes pour la saison 2024

Statu quo chez DS Penske. L'an prochain, l'écurie franco-américaine devrait à nouveau être la seule du plateau à aligner un duo de champions en Formule E – à savoir Jean-Éric Vergne (2017-18, 2018-19) et Stoffel Vandoorne (2022), qui évoluent par ailleurs tous deux en WEC chez Peugeot.

Favori en 2023, DS Penske a peiné à concrétiser avec une seule victoire à son actif, remportée par Vergne à Hyderabad, mais ses pilotes ont bon espoir de renouer avec les avant-postes pour cette seconde saison de l'ère Gen3.

«J'ai une vraie relation de confiance avec les ingénieurs et les mécaniciens, leur dévouement et leur travail acharnés sont vraiment inspirants», salue Vergne, qui collabore avec DS depuis l'ère Techeetah. «Aussi, je veux récompenser la confiance que Jay Penske et le reste de l'équipe ont placée en moi. En début de saison, le compteur repart à zéro ! Avec Stoffel, nous formons un duo solide. Nous avons fait quelques bonnes courses et nous travaillons extrêmement dur pour revenir au sommet. Nous devons juste essayer de faire mieux et nous ne nous arrêterons pas tant que nous ne l'aurons pas fait. Ma concentration et ma détermination sont au plus haut. Et ma motivation pour ramener de nouveaux titres avec l'équipe est encore plus forte que les années précédentes !»

«Je suis ravi de poursuivre l'aventure

que nous avons commencée il y a un an avec l'équipe. La régularité et la constance seront les fondements de nos succès futurs», assure pour sa part Stoffel Vandoorne. «JEV et moi formons l'un des meilleurs duos du plateau. Nous avons fait des progrès significatifs au cours de la dernière saison et nous sommes plus forts tous ensemble ! La régularité des performances est notre objectif pour la saison à venir. Avec l'équipe, le but ultime est de remporter le championnat et je suis très heureux de partir à la conquête de nombreux trophées !»

Quant à l'écurie Maserati, dont c'est la seconde saison en Formule E après la reprise de l'équipe Venturi, elle continuera d'utiliser les groupes propulseurs de la marque sœur du groupe Stellantis – DS – mais toujours rebadgés. Maserati était l'écurie la plus compétitive lors des essais de pré-saison en décembre dernier mais n'est pas parvenu à concrétiser par la suite : tandis que Maximilian Günther signait deux pole positions et quatre podiums dont une victoire, Edoardo Mortara n'a fini aucune course dans le top 3. L'Italo-Suisse est parti chez Mahindra, remplacé par le rookie Jehan Daruvala. «Je suis très fier de



continuer l'aventure avec Maserati MSG Racing», se réjouit Günther. «Nous avons connu une excellente première saison ensemble, en particulier grâce à cette dynamique que nous avons construite dans la seconde moitié de l'année avec une victoire, quatre podiums et deux pole positions. Continuer à construire à partir de cette base est quelque chose que j'attends avec impatience en 2024, tout comme travailler avec mon nouvel équipier, Jehan. Vu l'évolution de nos performances cette année, je suis convaincu que nous pouvons réaliser de plus grandes choses encore à l'avenir.»

«La Formule E est un championnat que j'admire depuis longtemps et, après avoir participé à deux séances d'essais, je suis

très heureux d'avoir l'occasion de m'y engager désormais à plein temps», ajoute Daruvala, dont la quatrième campagne en Formule 2 ne se passe pas comme prévu : le pilote MP Motorsport n'a remporté aucune victoire, contrairement aux trois années précédentes, et n'occupe que la douzième place du championnat.

«D'après ce que j'ai vu jusqu'à présent, la voiture Gen3 est totalement unique à piloter, et j'ai trouvé cette expérience très enrichissante. Je voudrais remercier James et Maserati MSG Racing de m'avoir donné cette chance, et j'ai hâte d'en apprendre plus sur la voiture et de mieux connaître l'équipe lors des essais de pré-saison, avant de me lancer dans la course à Mexico en janvier.»

Mahindra rebâtit son projet Formule E avec Nyck de Vries

Exit Lucas di Grassi ; l'équipe Mahindra lance d'importants plans pour le futur via une structure revue et de nouveaux pilotes.

Lucas di Grassi est l'un des pilotes au palmarès le plus étoffé en Formule E, particulièrement grâce à une collaboration fructueuse de sept ans avec Audi, mais connaît depuis un certain temps un parcours plus difficile. Le champion de la saison 3 (2016-17) demeure titulaire ex-aequo du plus grand nombre de victoires dans la discipline, avec 13 réalisations mais est désormais en mal de résultats.

Pilote Mahindra lors de la campagne 2023, le Brésilien âgé de 39 ans a annoncé quitter la structure au terme de celle-ci. : «Je tiens à exprimer ma gratitude à tous les membres de notre



équipe pour l'expérience que nous avons partagée au cours d'une année qui s'est avérée difficile. Cette décision nous est bénéfique à tous les deux, car nos perspectives et nos visions ont divergé. Je souhaite à l'équipe et

à l'entreprise un avenir radieux», a commenté celui qui se présente également comme un ambassadeur très actif du championnat de monoplaces électriques. Il pourrait encore trouver une place sur la grille pour l'an prochain.

Un nouveau plan pour Mahindra

C'est par le décidément fort médiatique Nyck de Vries, Champion du monde 2021 (saison 7) avec Mercedes, récemment passé en Formule 1 et convoité en Endurance par Toyota, que sera remplacé Di Grassi. De Vries compte quatre succès à son actif en Formule E et fera équipe chez Mahindra avec le vétéran Edoardo Mortara, ce dernier en provenance de Maserati.

«C'est un peu comme si je rentrais à la maison», se réjouit de Vries

exclusivement pour InsideEVs. «La Formule E est un environnement très familier pour moi, je vois beaucoup de visages familiers du championnat, toutes les équipes, tous les pilotes, donc c'est agréable de revenir dans un environnement familier.»

«Je pense que ce n'est pas un secret que Mahindra a eu un début difficile avec la Gen3. Je pense qu'il y a eu un bon signe de progrès tout au long de la saison dernière, même si le progrès ne se mesure pas toujours uniquement en termes de résultats.»

«Cependant, j'ai été particulièrement enthousiasmé par leurs projets d'avenir, par les changements qui seront apportés en temps voulu, mais aussi par les recrutements qu'ils ont effectués. Les plans mis en place pour monter dans la grille sont là et je pense que les fondamentaux de l'équipe ont toujours été très solides. Personnellement, j'ai une grande confiance et je suis encouragé par ce que l'avenir nous réserve. Avec le nouveau plan et les changements apportés, je crois vraiment que nous avons un projet unique.»

Mika Häkkinen va accompagner la carrière de Kush Maini



Le double Champion du monde, qui a été le mentor de Valtteri Bottas, veut mener Kush Maini jusqu'à la Formule 1 avec le soutien d'entreprises indiennes.

Mika Häkkinen soutient le pilote de Formule 2 Kush Maini avec une ambition très claire : *"La F1 est notre objectif"*.

Les références de Mika Häkkinen dans ce domaine sont solides, puisqu'il a joué un rôle important dans la progression de Valtteri Bottas, vainqueur de Grand Prix avec Mercedes et aujourd'hui pilote Alfa Romeo Sauber. Mark Webber joue un rôle similaire avec Oscar Piastri, qui a percé durant la seconde moitié de la saison avec des podiums et une victoire en course sprint à son actif. Le fait d'avoir à ses côtés un vainqueur de Grand Prix expérimenté permet à un jeune pilote de se concentrer sur l'essentiel au cours d'un week-end de course, d'apprendre à se mettre en avant au sein d'une équipe et d'optimiser sa communication. Il peut également bénéficier d'un puissant effet de levier commercial, en établissant des liens avec des sponsors.

Maini a été l'un des quatre meilleurs pilotes de la première moitié de la saison de F2 avec Campos Racing, mais ses résultats se sont tassés au cours de la seconde partie du championnat. Cependant, avec Häkkinen comme mentor, Maini pense qu'il peut se battre aux avant-postes en 2024.

"Je pense qu'à partir de l'année prochaine, mon approche et celle de mon équipe seront beaucoup plus structurées grâce à Mika", déclare Maini. *"Avoir un entraîneur qui s'occupe de votre nutrition sur le circuit, un coach mental qui s'occupe de tout ce que vous vivez pendant un week-end de course. En fait, la méthode de travail de Mika consiste à tout réduire au point que le pilote n'a plus qu'une seule tâche à accomplir"*.

Maini, 23 ans et originaire de Bangalore, est le frère cadet d'Arjun Maini, qui a couru deux saisons en F2 et a été brièvement pilote de développement pour l'écurie Haas F1. Le jeune Maini a terminé deuxième du championnat britannique de F3 en 2020, un championnat que Häkkinen a lui-même remporté en 1990.

L'option moteur d'Andretti avec Renault a expiré

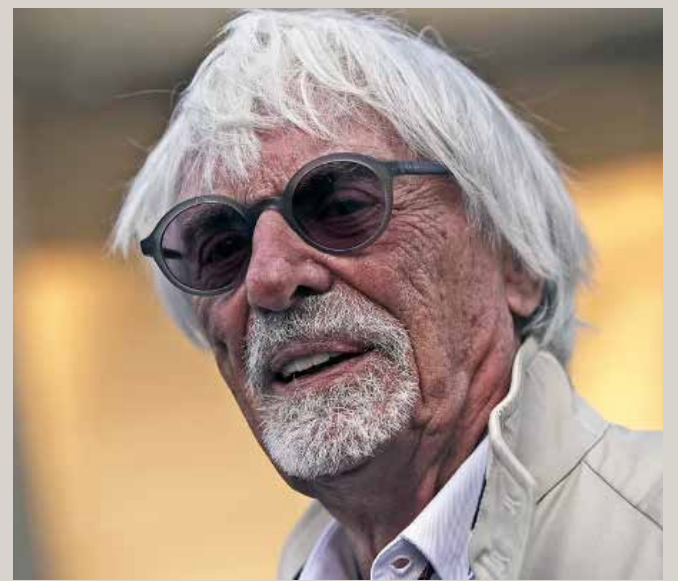
Andretti n'a plus d'option moteur valide avec Renault pour son éventuelle arrivée en Formule 1, bien que la porte ne soit pas fermée.

En février dernier, Alpine F1 Team annonçait par la voix de son PDG d'alors, Laurent Rossi, être prêt à fournir ses unités de puissance Renault à Andretti, en cas d'accession de la structure américaine à la Formule 1. À ce jour, ce n'est plus d'actualité dans l'immédiat, bien que la porte ne soit pas fermée.

Laurent Rossi s'était d'ailleurs montré très clair : *"C'est à eux de démontrer qu'ils peuvent rejoindre le cirque de la Formule 1 et pour cela ils doivent passer par toutes les étapes"*. Or, ces étapes, Andretti met du temps à les franchir. L'écurie a enfin obtenu le feu vert de la FIA en début de semaine dernière, mais le plus dur reste à faire : trouver un accord commercial avec Formula One Management afin d'entériner sa présence dans la catégorie reine dans l'élite. Ce n'est qu'ensuite que pourront éventuellement reprendre les discussions avec la marque tricolore.



"Nous avons un pré-contrat avec Andretti, qui a expiré car ils étaient censés être acceptés en F1 avant une certaine date", explique Bruno Famin, directeur d'Alpine F1 Team par intérim. *"Cela signifie que maintenant, si nous voulons faire quelque chose avec Andretti, nous devons négocier un contrat complet, formel. Alors actuellement, nous n'avons absolument aucun contrat avec Andretti."*



Bernie Ecclestone condamné pour fraude fiscale

L'ancien grand argentier de la Formule 1, Bernie Ecclestone, a plaidé coupable de fraude fiscale et été condamné à de la prison avec sursis, après avoir omis de déclarer plus de 400 M£ d'actifs placés à Singapour.

Propriétaire de l'écurie Brabham de 1972 à 1987, Bernie Ecclestone a longtemps eu le pouvoir en Formule 1, PDG du Formula One Group pendant quatre décennies jusqu'à son rachat par Liberty Media – après quoi il a conservé un titre honorifique. Sa fortune avoisinerait les trois milliards d'euros.

Cependant, en juillet 2022, le Crown Prosecution Service britannique a *"autorisé l'inculpation de Bernard Charles Ecclestone pour fraude par fausse déclaration, à la suite d'une enquête de HMRC [Recettes et Douanes de Sa Majesté]"*. Cela concerne un unique chef d'accusation datant du 7 juillet 2015, Ecclestone ayant omis de déclarer plus de 400 M£ (463 M€ au taux de change actuel) de fiducie sur un compte bancaire à Singapour.

Ce jeudi, le nonagénaire a finalement décidé de plaider coupable. Il aurait trouvé un accord avec HMRC pour verser plus de 600 M£ (695 M€) afin de couvrir 18 années fiscales. Il a toutefois été condamné à 17 mois de prison avec sursis, ce sursis courant sur les deux prochaines années. À noter que la Formule 1 ne souhaite pas faire de commentaire à ce sujet.

Sky News souligne que le procureur Richard Wright KC a déclaré : *"M. Ecclestone n'a pas été tout à fait clair sur la structure de propriété des comptes en question. Par conséquent, il ne savait pas si les sommes passant sur ces comptes étaient sujettes à des impôts, des intérêts ou des pénalités."*

"M. Ecclestone reconnaît avoir eu tort de répondre à ces questions, entraînant le risque que HMRC ne continue pas à enquêter sur ses affaires. Il admet désormais que certains impôts sont dus en conséquence."

D'après Simon York, directeur du service de répression des fraudes à HMRC, l'inculpation d'Ecclestone *"fait suite à une enquête criminelle exhaustive à l'échelle mondiale"*.

"Ces poursuites pénales sont liées aux dettes fiscales estimées, provenant de plus de 400 M£ d'actifs à l'étranger, qui ont été dissimulés à HMRC. HMRC se tient du côté des honnêtes contribuables, et nous agissons avec fermeté dès que nous soupçonnons une fraude fiscale. Notre message est clair : personne n'est hors de notre portée."

Ecclestone a précédemment fait l'objet d'un procès pour corruption en Allemagne de 2012 à 2014, qui s'est achevé lorsqu'il a payé 60 M£ de dommages et intérêts sans reconnaître sa culpabilité.

Un choc Sénégal-Cameroun, le Maroc bien loti lors du tirage de la CAN 2024

Le Sénégal, tenant du titre, a hérité des Lions indomptables du Cameroun tandis que le Maroc, demi-finaliste du Mondial 2022 au Qatar, se retrouve dans un groupe très abordable, après le tirage de la CAN-2024 effectué jeudi à Abidjan. Les Lions de la Teranga, sacrés après leur victoire en finale contre l'Égypte (0-0, 4 tirs au but à 2) en 2022, héritent d'un gros morceau de la compétition, le Cameroun, dans un groupe C complété par la Guinée et la Gambie.

Le tirage au sort de cette 34e CAN s'est déroulé sous les yeux d'anciennes gloires du foot, dont les Ivoiriens Didier Drogba, Yaya Touré, qui a apporté le trophée, et Bonaventure Kalou, ainsi que les

CAF
AFRICA CUP OF NATIONS
2023 (POWERS 13)

#TotalEnergiesAFCON2023

FINAL
DRAW

GROUP A

CÔTE D'IVOIRE

NIGERIA

EQUATORIAL GUINEA

GUINEA-BISSAU

GROUP B

EGYPT

GHANA

CAPE VERDE

MOZAMBIQUE

GROUP C

SENEGAL

CAMEROON

GUINEA

THE GAMBIA

GROUP D

ALGERIA

BURKINA FASO

MAURITANIA

ANGOLA

GROUP E

TUNISIA

MALI

SOUTH AFRICA

NAMIBIA

GROUP F

MOROCCO

DR CONGO

ZAMBIA

TANZANIA

OFFICIAL CAF PARTNERS

OFFICIAL COMPETITION SPONSORS

OFFICIAL NATIONAL SUPPORTERS

Français Eric Abidal, Marcel Desailly et Basile Boli.

Deux des stars attendues du tournoi, Sadio Mané et Achraf Hakimi, ont aussi participé au tirage. Initialement programmée en juin et juillet 2023, la CAN a été reportée pour se tenir début

2024, afin d'éviter que les matches aient lieu en pleine saison des pluies. Elle se déroulera du 13 janvier au 11 février dans six stades : Abidjan (deux enceintes), Bouaké (centre), Korhogo (nord), San Pedro (sud-ouest) et la capitale Yamoussoukro (centre).

Les 25 finalistes du Golden Boy ont été dévoilés

'Tuttosport' a annoncé les noms des 25 finalistes pour le Golden Boy, le prix décerné chaque année par le journal italien au meilleur joueur de moins de 21 ans qui évolue en Europe.

Comme chaque année, le journal italien 'Tuttosport' s'apprête à élire le Golden Boy, prix décerné chaque année au meilleur jeune joueur de moins de 21 ans d'un club européen. Après avoir dévoilé les 100 nommés au trophée, les 25 finalistes ont été dévoilés ce jeudi, et plusieurs noms apparaissent déjà comme grands favoris avant même le résultat.



Parmi les favoris, on retrouve le meilleur buteur du Real Madrid sur ce début de saison, l'Anglais Jude Bellingham, la pépite néerlandaise de Leipzig Xavi Simons, le Munichois Jamal Musiala qui a donné le titre de champion national au Bayern.

La révélation du début de saison Lamine Yamal (FC Barcelone), ainsi que le Turc Arda Güler (Real Madrid) ont obtenu une invitation pour se frayer une place dans ce classement. Quatre Français ont été nommés : Warren Zaire-Emery (PSG), Mathys Tel (Bayern Munich), Andy Diouf (Lens), et Lucas Gournau-Douath (Salzbourg).

L'Espagne prend sa revanche sur l'Ecosse et fait un pas vers la qualification



Battue 2-0 à Glasgow au match aller, l'Espagne a pris sa revanche en s'imposant jeudi à Séville sur le même score face à l'Ecosse, leader du groupe A des éliminatoires invaincu jusque-là, et fait un pas vers une qualification pour l'Euro-2024 en Allemagne.

Grâce à ces succès, l'Espagne consolide sa deuxième place et revient à trois points de son adversaire du soir, qui avait l'occasion de valider son billet pour l'Euro en cas de résultat positif. «Nous sommes déçus du résultat,

nous voulions nous qualifier, nous ne sommes pas venus ici pour perdre», a déclaré le sélectionneur écossais Steve Clarke en conférence de presse.

La Roja peut se qualifier dès dimanche si elle sort victorieuse de son déplacement à Oslo face à la Norvège, qui a battu sans mal Chypre (4-0).

Largement dominateurs, les Espagnols ont d'entrée affirmé leur supériorité et mis en place leur jeu collectif, mais ont manqué de précision dans la surface adverse,

à l'image de Ferran Torres (2e), d'Alvaro Morata (31e) et Oyarzabal (20e, 34e).

A la suite d'une tentative contrée de l'attaquant de la Real Sociedad, son coéquipier Mikel Merino a eu la balle du 1-0 mais a trouvé le poteau droit du gardien écossais Angus Gunn.

Le portier de Norwich a d'ailleurs été le joueur britannique qui a touché le plus de ballons en première mi-temps, où il a tenté de gagner du temps sur chacune de ses relances pour casser le rythme.

- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)

Verratti : "Luis Enrique m'a dit que je ne faisais pas partie de ses plans"

Dans un entretien accordé à 'L'Équipe', le premier depuis son arrivée au Qatar, Marco Verratti s'est exprimé sur les raisons de son départ du Paris Saint-Germain, et affirme n'avoir aucune rancœur envers Luis Enrique.

Quelques mois seulement après sa prolongation de contrat jusqu'en 2026 avec le club de la capitale, Marco Verratti a mis un terme à son long chapitre au Paris Saint-Germain, en s'engageant avec le club qatari d'Al-Arabi pour trois saisons.

Pour 'L'Équipe', le milieu de terrain italien a confié les raisons de son départ, principalement voulues par le nouveau coach : «À la reprise, j'ai eu un entretien avec le coach (Luis Enrique), il m'a dit que je ne faisais pas partie de ses plans. C'est un très grand entraîneur, il fait de bonnes choses avec le PSG. Je n'y ai pas vu une décision personnelle. J'ai vu qu'il voulait changer, que j'avais fait beaucoup d'années ici, qu'il voulait quelque chose de nouveau. Pour moi, les choses n'arrivent jamais par hasard.»



Cependant, le champion d'Europe 2020 n'en veut pas à l'ex-technicien du Barça : «Je pense que dans le foot, il n'y a pas beaucoup de bonnes raisons. Chacun a sa vision du jeu. Je pense que Luis Enrique avait besoin d'autres joueurs. Je n'ai rien contre lui, on a eu de très bonnes relations. Je m'entraînais tous les jours au maximum, il ne peut rien dire de mal sur moi. Parfois il y a des changements et c'est bien aussi.»

À seulement 30 ans, Verratti a tout

de même pris la surprenante décision de quitter l'Europe pour le Qatar, un choix qu'il explique clairement : «Je voulais vivre une expérience différente. Je n'avais pas envie d'aller dans une autre équipe en Europe où j'aurais pu affronter le PSG. Je voulais que ce soit ma dernière équipe. J'ai eu cette proposition à Doha. Certainement que le niveau n'est pas le même mais je prends d'autres plaisirs : faire grandir le championnat, conseiller mes coéquipiers...»



L'ancien entraîneur du PSG Christophe Galtier s'engage avec le club qatari d'Al-Duhail

L'ancien entraîneur du Paris Saint-Germain Christophe Galtier s'est engagé avec le club d'Al-Duhail, a annoncé jeudi la formation championne du Qatar.

Le technicien de 57 ans prend la tête du champion du Qatar la saison dernière, après une année parisienne marquée par un bilan sportif mitigé et une fin très agitée.

Des désillusions successives, symbolisées par les éliminations précoces en huitièmes de finale de Ligue des champions face au Bayern et de la Coupe de France contre l'OM lui ont coûté sa place, à un an de la fin de son contrat.

L'aventure parisienne s'est terminée le 5 juillet dernier pour le Marseillais, passé par Saint-Etienne, Lille et Nice en

tant qu'entraîneur principal, qui succédera donc à l'ancien international argentin Hernan Crespo à Al-Duhail.

Des accusations de racisme, relatives à son passage à l'OGC Nice lors de la saison 2021-2022 sont venues s'ajouter à des résultats sportifs décevants et ont scellé son sort aux yeux des dirigeants du club de la capitale.

Benzema sur son départ du Real Madrid : "C'était le bon moment pour moi de partir"

L'ancien attaquant du Real Madrid, actuellement à Al-Ittihad, s'est confié sur son départ de la capitale espagnole, et estime que c'était «le bon moment» de partir «après avoir tout gagné».

C'est en légende du Real Madrid que Karim Benzema a quitté le club pour rejoindre Al-Ittihad et l'Arabie saoudite cet été pour tenter de vivre une nouvelle expérience à bientôt 36 ans.

Dans un entretien accordé aux médias du championnat saoudien, le Français s'est exprimé sur sa décision de venir chez les Saoudiens : «Avec tout ce que j'ai pu faire à Madrid, c'était le moment d'aller voir autre part, et puis l'Arabie saoudite, bien avant le football, j'avais envie de venir ici. Le projet du football est en train d'éclore et je me suis dit : moi aussi j'ai envie de participer et de monter le football saoudien. En plus, c'est un pays musulman et ils m'ont accueilli à bras ouverts.»



En parlant de religion, l'attaquant a ajouté que cela avait donc joué sur sa venue : «Pour un Musulman, t'es dans le vrai ici (à la Mecque), tu te sens bien, pur.»

L'Europe ne semble pas manquer à l'ancien international qui affirme être «très heureux» dans «un pays qui lui a ouvert les bras» et où il ressent «l'amour des gens». En termes de niveau de jeu, le Lyonnais ne s'attendait pas à cela : «Surpris du niveau de jeu car en Europe, on ne regarde pas l'Arabie saoudite, en tout cas avant que j'arrive.» Et il se montre déjà ambitieux : «Le plus important sera à la fin de la saison, et quand on gagnera les titres.»